



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BURKINA FASO
MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU DEVELOPPEMENT
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BURKINA FASO 2015



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BURKINA FASO
Ministère de l'Economie, des Finances
et du Développement
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BURKINA FASO 2015

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX.....	3
LISTE DES GRAPHIQUES.....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT-PROPOS.....	5
AVERTISSEMENT.....	6
RESUME.....	7
INTRODUCTION.....	8
1. Environnement international.....	8
2. Evolution économique dans l'UEMOA.....	9
3. Evolution économique au Burkina Faso.....	9
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	12
1.1- Balance commerciale.....	14
1.1.1- Exportations de biens.....	15
1.1.2- Importations de biens.....	17
1.2- Balance des services.....	18
1.2.1- Exportations de services.....	19
1.2.2- Importations de services.....	19
1.3- Compte du revenu primaire.....	19
1.4- Compte du revenu secondaire.....	20
II- COMPTE DE CAPITAL.....	21
2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	21
2.2- Transferts en capital.....	21
III- COMPTE FINANCIER.....	22
3.1- Investissements directs étrangers.....	22
3.2- Investissements de portefeuille.....	22
3.3- Dérivés financiers.....	23
3.4- Autres investissements.....	23
IV- CAPITAUX MONETAIRES.....	23
4.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	24
4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	24
4.3- Avoirs et engagements des institutions de dépôts.....	25
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	25
5.1- Evolution de la position extérieure globale nette.....	25
5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette.....	25
5.3- Structure géographique de la position extérieure globale nette.....	26
CONCLUSION.....	27
ANNEXES.....	29

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations.....	14
Tableau 2 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens.....	15
Tableau 3 : Evolution des composantes du revenu secondaire de 2011 à 2015.....	20
Tableau 4 : Evolution du compte de capital de 2011 à 2015.....	21
Tableau 5 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	24
Tableau 6 : Evolution des avoirs et engagements des AID	25

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 2 : Evolution du taux de croissance et de l'inflation du Burkina Faso et de l'UEMOA de 2011 à 2015.....	10
Graphique 3 : Evolution du solde global de la balance des paiements de 2011 à 2015.....	11
Graphique 4 : Evolution de la structure du compte des transactions courantes de 2011 à 2015.....	12
Graphique 5 : Evolution du compte des transactions courantes de 2011 à 2015.....	13
Graphique 6 : Evolution du compte des biens et services de 2011 à 2015.....	13
Graphique 7 : Evolution de la balance des biens et services de 2011 à 2015.....	14
Graphique 8 : Evolution des parts des principaux produits d'exportation de 2011 à 2015.....	16
Graphique 9 : Evolution des composantes du compte de services de 2011 à 2015.....	18
Graphique 10 : Evolution des composantes du revenu primaire de 2011 à 2015.....	19
Graphique 11 : Evolution du compte financier de 2011 à 2015.....	22

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AID	: Autres Institutions de Dépôts
BAD	: Banque Africaine de Développement
BCE	: Banque Centrale Européenne
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEI	: Banque Européenne d'Investissement
BID	: Banque Islamique de Développement
BIDC	: Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CAF	: Coût Assurance Fret
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFA	: Communauté Financière Africaine
DGCOOP	: Direction Générale de la Coopération
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
FAGACE	: Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
FED	: Fonds Européen de Développement
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: Free On Board
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
ISBLM	: Institutions Sans But Lucratif au service des Ménages
MBP5	: Manuel de la Balance des Paiements, 5 ^{ème} édition
MBP6	: 6 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale
MSFM	: Manuel des Statistiques Financières et Monétaires
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PEG	: Position Extérieure Globale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNG	: Position Nette du Gouvernement
SCADD	: Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SCN	: Système de Comptabilité Nationale
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	: Union Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

Conformément aux dispositions du Traité de l'UMOA et du Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, la BCEAO est chargée de l'établissement des comptes extérieurs des Etats membres de l'Union. Le présent document analyse l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Burkina Faso au titre de l'année 2015.

Les comptes extérieurs ou internationaux d'une économie traduisent l'incidence financière des relations économiques entre les résidents de cette économie et les non-résidents. Ils sont harmonisés avec les comptes du Système de Comptabilité Nationale. Les comptes extérieurs comprennent : la balance des paiements, la Position Extérieure Globale et le compte des autres changements des actifs et passifs financiers. La balance des paiements est un état statistique qui résume les transactions entre résidents et non-résidents durant une période donnée. La PEG donne, à un moment déterminé, la valeur des actifs financiers et des passifs des résidents d'une économie à l'égard des non-résidents. Le compte des autres changements des actifs et passifs financiers retrace les autres flux, tels que les réévaluations, et rapproche la balance des paiements et la PEG en mettant en évidence les changements dus aux événements économiques autres que les transactions.

La balance des paiements comprend le compte des transactions courantes ou compte courant, le compte de capital et le compte financier. Le compte courant enregistre les échanges de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires. Le compte de capital retrace les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits et les transferts en capital. Le compte financier recense les variations des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accroissements nets des passifs. Contrairement au compte des transactions courantes et au compte de capital qui font apparaître les écritures en débit et crédit, le compte financier reflète les opérations sur actifs et passifs financiers sur une base nette : en effet, les débits enregistrés sur une catégorie donnée d'actifs ou de passifs sont compensés par les crédits sur les mêmes actifs ou passifs. Le solde du compte financier est égal à la différence entre les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs. Ainsi, un solde négatif du compte financier traduit des entrées nettes de capitaux alors qu'un solde positif reflète des sorties nettes de capitaux. Le solde du compte financier est désigné par « capacité (excédent) ou besoin (déficit) de financement » vis-à-vis du reste du monde. Il correspond, en théorie, à la somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital.

Depuis 2011, les comptes extérieurs du Burkina Faso sont élaborés conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) du Fonds Monétaire International. Le MBP6, édicté en 2009, prend en compte les développements liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux. Il assure également une meilleure cohérence avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements (MBP5).

Dans ce document, la balance des paiements est présentée suivant deux (2) optiques : l'optique BCEAO et celle FMI. A la différence de la présentation FMI qui intègre les opérations financières de tous les secteurs institutionnels dans le compte financier, l'optique BCEAO exclut de ce compte les investissements de portefeuille, les dérivés financiers et les autres investissements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (banques). Ces opérations du secteur monétaire, retracées dans le poste des avoirs et engagements extérieurs nets, constituent le solde de la balance des paiements.

=====

AVERTISSEMENT

La monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire. Le séparateur de milliers est matérialisé par un point « . ».

/-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-

RESUME

L'année 2015 a été marquée par une croissance mondiale en recul à 3,2% après une réalisation de 3,4% en 2014, induite par l'effet conjugué du ralentissement de l'activité économique des pays émergents et des pays en développement. Le volume du commerce international de biens et services a crû de 2,6% en 2015, après une hausse de 3,9% un an plus tôt.

Dans la zone UEMOA, le PIB a enregistré une progression de 7,0% en 2015, après une croissance de 6,5% un an plus tôt. La croissance en 2015 est imputable à la bonne orientation de la production industrielle et de la branche BTP.

Au Burkina Faso, l'accroissement du PIB est ressorti stable à 4,0% en 2015, comparativement à 2014. En particulier, la production céréalière s'est repliée de 6,3% après une baisse de 8,2% en 2014. Le taux d'inflation s'est situé à +0,9% en moyenne annuelle en 2015 contre une moyenne de +1,0% enregistrée au niveau de l'UEMOA et un recul de 0,3% en 2014.

Dans ce contexte, le solde de la balance des paiements du Burkina Faso est ressorti excédentaire de 283.570 millions au titre de l'année 2015, après un déficit de 132.916 millions un an plus tôt.

Le déficit du compte des opérations courantes s'est dégradé de 36.135 millions entre 2014 et 2015 pour se situer à 529.372 millions. Cette évolution négative du compte courant a été tirée par la détérioration du solde de la balance des biens et services et du compte du revenu primaire. La balance commerciale s'est altérée de 14.087 millions, à la faveur de l'augmentation des importations. En relation avec l'évolution de la balance des biens, le déficit de celle des services s'est accentué de 8,4%. Le solde déficitaire du compte du revenu primaire s'est aggravé de 21.960 millions. Sous l'effet de la bonne mobilisation des appuis budgétaires par l'Etat, le compte du revenu secondaire s'est amélioré en ressortant excédentaire de 271.572 millions. En part du PIB, le déficit de la balance courante s'est accentué en 2015, pour atteindre 8,1% (10,0% hors dons officiels) contre 8,0% en 2014 (9,5% hors dons officiels).

Le compte de capital a, quant à lui, affiché un solde excédentaire de 153.774 millions, en recul de 46.415 millions par rapport à 2014, soit -23,2%. Cette évolution reflète le reflux des dons projets au profit de l'Administration publique.

En ce qui concerne le compte financier, il a dégagé des entrées nettes de ressources au Burkina Faso à hauteur de 654.867 millions, contre des entrées nettes de 163.492 millions en 2014, en ligne avec l'accroissement des entrées nettes d'investissements directs et d'autres investissements, ainsi que d'investissements de portefeuille dans une moindre mesure.

Du fait des évolutions ci-dessus, les avoirs extérieurs nets de la BCEAO se sont contractés de 8.207 millions tandis que ceux des autres institutions de dépôts se sont consolidés de 291.777 millions. Il en résulte un excédent de 283.570 millions correspondant au solde global de la balance des paiements enregistré en 2015.

S'agissant de la position extérieure globale, elle est ressortie débitrice de 2.205.103 millions, contre -1.827.142 millions au 31 décembre 2014, soit une détérioration de 20,7%, sous l'effet du gonflement du stock de passifs financiers.



INTRODUCTION

La balance des paiements est un instrument d'analyse et d'aide à la décision économique qui traduit la situation de compétitivité de l'économie vis-à-vis du reste du monde.

1. Environnement international

La croissance mondiale est ressortie en repli à 3,2%¹ en 2015 après une production en hausse de 3,4% en 2014, sous l'effet conjugué de la décélération de l'activité économique des pays émergents et des pays en développement. Ce ralentissement est porté notamment par la persistance des incertitudes et de l'instabilité à l'échelle mondiale, et le ralentissement des flux commerciaux. Le volume du commerce mondial de biens et services a progressé de 2,6% en 2015, après une hausse de 3,9% un an plus tôt.

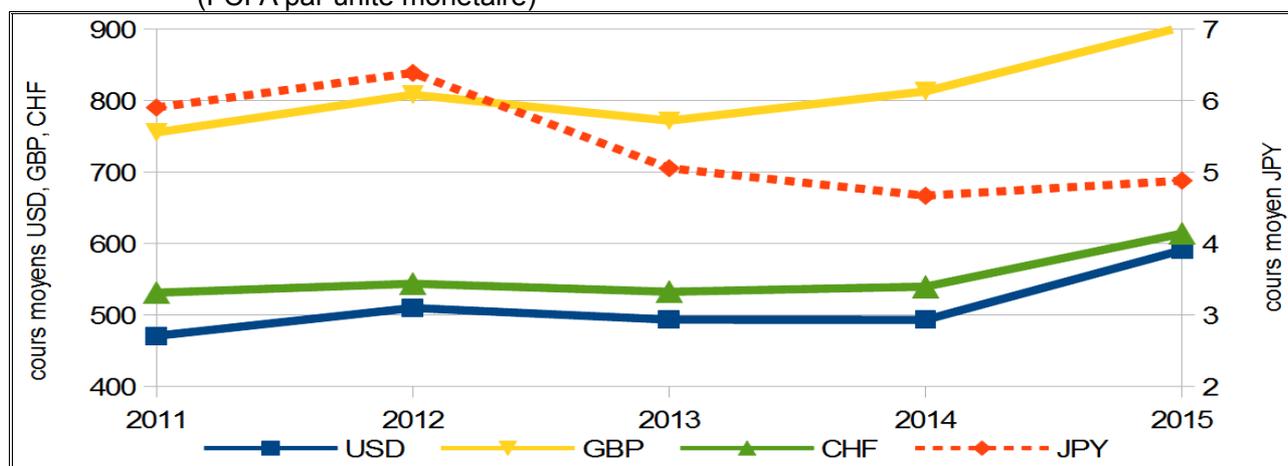
Dans les pays avancés, sous l'effet de politiques monétaires accommodantes, de l'amélioration des conditions financières et de la baisse des prix du pétrole, le taux de croissance en 2015 est ressorti à 2,6% au lieu de 1,9% en 2014. La croissance économique dans la zone Euro est néanmoins demeurée atone en dépit de la légère amélioration enregistrée en 2015. Elle est ressortie en légère accélération aux Etats-Unis et a décéléré au Royaume-Uni et au Canada, en phase avec la faiblesse de la consommation et de l'investissement.

Dans les pays émergents et les pays en développement, l'activité économique s'est affaiblie à nouveau en affichant un taux de 4,0% en 2015 contre 4,6% un an plus tôt. Ce fléchissement a été tiré par la Russie (-4,4 points de pourcentage sur la croissance de 2014), les pays émergents et en développement d'Asie (-0,2 point de pourcentage) et ceux de l'Afrique subsaharienne (-1,7 point de pourcentage). Cette situation est attribuable en partie par la baisse des prix du pétrole brut et des produits de base. La croissance au Nigeria a également pâti de cette évolution baissière du prix du pétrole, pour s'établir à 2,7% après une réalisation de 6,3% un an auparavant.

Dans les pays avancés, le taux d'inflation s'est établi à 0,3% en 2015, après une réalisation de 1,4% en 2014. Dans les pays émergents et en développement, il est ressorti stable à 4,7% en 2015.

En 2015, le cours de l'euro s'est déprécié, en moyenne, de 19,8%, 13,8%, 11,1% et 4,5% respectivement vis-à-vis du dollar des Etats-Unis d'Amérique, du franc suisse, de la livre sterling et du yen. Le franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, a connu une évolution similaire par rapport aux monnaies des pays industrialisés.

Graphique 1 : Evolution des taux de change moyens annuels
(FCFA par unité monétaire)



Note : USD : Dollar des Etats-Unis d'Amérique ; GBP : Livre britannique ; CHF : Franc suisse ; JPY : Yen japonais
Source : BCEAO

¹ Perspectives de l'économie mondiale, FMI, octobre 2016

L'indice des prix mondiaux des matières premières (hors combustibles) est ressorti en repli de 17,5%, après un recul de 4,0% en 2014. Les cours mondiaux des produits exportés par l'Union ont enregistré des évolutions contrastées. En moyenne sur l'année 2015, les prix mondiaux du caoutchouc et de l'huile de palme ont enregistré des baisses respectives de 22,9% et 9,2%, par rapport à 2014, en raison essentiellement de l'atonie de la demande mondiale. En revanche, les prix internationaux de la noix de cajou, du cacao, de l'or, du café et du coton fibre ont respectivement augmenté de 35,5%, 22,5%, 9,3%, 4,3% et 2,3%.

2. Evolution économique dans l'UEMOA

L'activité économique au sein de l'Union est demeurée résiliente, au regard de la morosité de la conjoncture internationale, consécutive à la persistance du ralentissement dans les grands pays émergents. Sur le plan intérieur, elle a bénéficié d'un climat sociopolitique en amélioration. Le PIB a enregistré une progression de 7,0% en 2015 au lieu de 6,5% un an plus tôt et 5,9% en 2013. La croissance économique de l'UEMOA a été impulsée par l'augmentation de la production manufacturière, soutenue par l'accroissement de l'offre d'énergie, et le dynamisme de la branche BTP, consécutif à la poursuite des investissements publics et privés dans la plupart des Etats membres de l'Union. Elle a également résulté de la progression de la production agricole au cours de la campagne 2015/2016 et de l'essor de l'activité des services, en raison de la vulgarisation de nouveaux produits, notamment dans le domaine des télécommunications et du développement du mobile banking.

Au cours de l'année 2015, l'inflation a été orientée à la hausse, tout en restant dans les limites compatibles avec la stabilité des prix. Le taux d'inflation en moyenne dans l'Union s'est établi à 1,0% en 2015 contre une réalisation de -0,1% l'année précédente.

En 2015, le profil des finances publiques des Etats membres de l'Union a globalement porté l'empreinte de la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics dans les infrastructures, en vue de créer les conditions d'une croissance durable. Dans ce contexte, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit budgétaire en aggravation par rapport à l'année 2014. Le déficit global, base engagements, dons compris, est ressorti à 2.185,1 milliards à fin décembre 2015, contre 1.590,9 milliards un an auparavant. En pourcentage du PIB, ce déficit s'est situé à 4,1% en 2015 contre 3,2% en 2014.

Les échanges extérieurs de l'Union au titre de l'année 2015 se sont soldés par un déficit global de 191,5 milliards, contre un excédent de 74,5 milliards en 2014. La détérioration du solde global résulte essentiellement d'une baisse des entrées nettes de capitaux étrangers en faveur des Etats membres de l'Union. Les effets de cette évolution ont toutefois été atténués par le repli du déficit courant.

L'action monétaire de la Banque Centrale au cours de l'année 2015 s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité bancaire notamment le taux directeur, les opérations de refinancement et le dispositif des réserves obligatoires.

La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2015, comparée à fin décembre 2014, a été caractérisée par un accroissement de la masse monétaire consécutif à la progression du crédit intérieur. La baisse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires a exercé un effet modérateur.

Au titre de l'année 2015, les principaux indices de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières se sont inscrits en hausse. En effet, les indices BRVM 10 et BRVM Composite ont affiché des progressions annuelles de 8,5% et 17,8% respectivement. La capitalisation boursière du marché des actions a atteint 7.500 milliards au 31 décembre 2015, soit une progression de 18,7%. La valeur des transactions s'est inscrite dans la même tendance haussière, en enregistrant une augmentation de 47,9%.

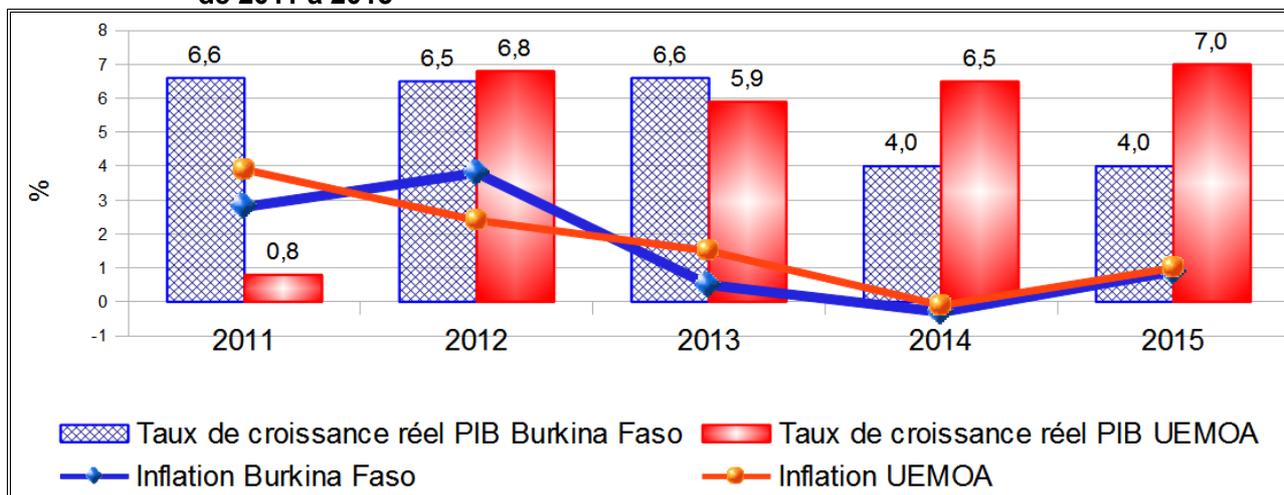
3. Evolution économique au Burkina Faso

Le contexte économique a été marqué en 2015 par une installation tardive des précipitations, une crise institutionnelle et politique née d'un coup d'Etat en septembre, alors qu'il était relevé par ailleurs une

bonne tenue de l'activité dans les BTP ainsi que dans le secteur de l'égrenage du coton.

Au total, le PIB a enregistré un taux de croissance réel de 4,0% comme en 2014, en deçà de celui enregistré en moyenne dans l'espace UEMOA en 2015. Ce tassement de la croissance est imputable à la baisse de l'activité du secteur primaire. Le PIB à prix courants est ressorti à 6.564,8 milliards en 2015 contre 6.204,5 milliards en 2014, soit une hausse de 5,8%.

Graphique 2 : Evolution du taux de croissance et de l'inflation du Burkina Faso et de l'UEMOA de 2011 à 2015



Source : BCEAO

Au niveau du secteur primaire, la production céréalière a enregistré un repli de 6,3% après celui de 8,2% de l'année précédente, ressortant à 4.189.665 tonnes en 2015, en raison de l'installation tardive de la saison pluvieuse et de baisses tant des superficies emblavées que des rendements.

La production de coton graine a également enregistré un repli en s'établissant à 578.000 tonnes en 2015 après 708.500 tonnes en 2014, correspondant à une baisse de 18,3% d'une campagne à l'autre, sous l'effet de la baisse de 18,6% du rendement moyen de la production. En ce qui concerne l'élevage et la pêche, en liaison avec les actions d'amélioration de la sécurité alimentaire du bétail et du potentiel génétique du cheptel, une progression de 3,8% de la valeur ajoutée du sous-secteur a été enregistrée.

L'activité du secteur secondaire a bénéficié d'une bonne impulsion dans le sous-secteur des BTP dont la valeur ajoutée, en termes réels, a affiché une croissance de 6,1% en 2015. Quant aux « Industries et Mines », elles ont progressé de 3,5%. S'agissant du secteur tertiaire, l'activité s'est accélérée, sous l'impulsion tant des services non marchands que des services marchands.

En ce qui concerne l'inflation, l'année 2015 a été marquée par une hausse modérée du niveau général des prix à la consommation. En effet, l'inflation, en moyenne annuelle, mesurée par l'IHPC, est ressortie à +0,9% contre une moyenne de +1,0% enregistrée au niveau de l'UEMOA et une baisse de -0,3% en 2014. L'inflation en 2015 résulte principalement des évolutions contrastées des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,4%), « Logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3,1%), « Enseignement » (+2,8%), « Transport » (-2,0%) et « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (-1,8%). Elle est restée modérée et conforme à la norme communautaire (+3,0% au maximum).

Les opérations financières de l'Etat, exercice 2015, ont été exécutées dans un contexte marqué par des pressions accrues sur le recouvrement des recettes attendues, combinées au poids des dépenses de fonctionnement et du règlement de la dette intérieure. Le déficit budgétaire global, base engagement, est ressorti à 2,0% du PIB en 2015 contre 1,8% en 2014. Le solde global base caisse est ressorti déficitaire de 223,1 milliards à fin décembre 2015 et la couverture de ce déficit a été assurée

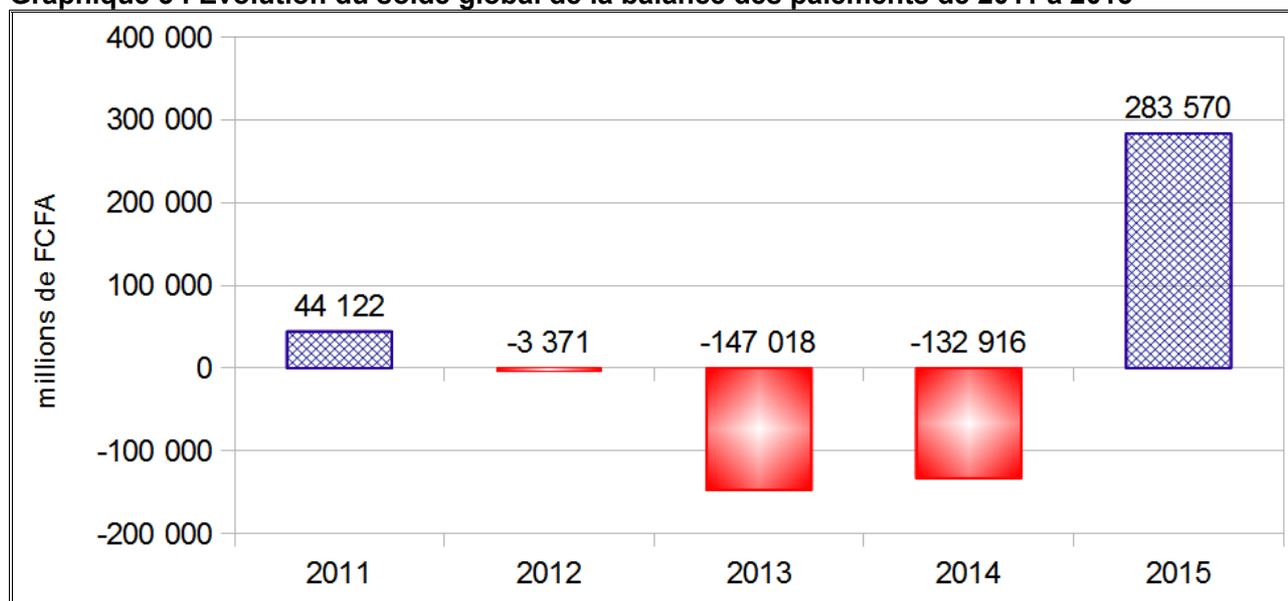
par la mobilisation de concours intérieurs nets à hauteur de 131,7 milliards et extérieurs nets pour 89,2 milliards. Les recettes totales ont représenté 16,0% du PIB, tandis que le ratio du solde budgétaire de base sur le PIB nominal est ressorti à -2,7%. Le taux de pression fiscale s'est détérioré de 1,0 point de pourcentage pour s'établir à 14,2% en 2015.

L'évolution de la situation monétaire a été caractérisée, entre fin décembre 2014 et fin décembre 2015, par une progression de la masse monétaire de 421,4 milliards (+19,7%), sous l'impulsion des avoirs extérieurs nets (+274,8 milliards, soit +72,9%) et du crédit intérieur (+163,5 milliards, soit +8,5%).

La consolidation des avoirs extérieurs nets est exclusivement imputable aux banques (+291,3 milliards), les AEN de l'Institut d'émission s'étant réduits (-16,5 milliards). L'évolution du crédit intérieur est imputable à la progression des crédits à l'économie qui se sont accrus de 7,0% pour s'établir à 1.897,5 milliards à fin 2015, ainsi qu'à la dégradation de la Position Nette du Gouvernement de +139,0 milliards à +178,8 milliards entre fin décembre 2014 et fin décembre 2015.

Résultant de l'évolution de la conjoncture internationale et nationale, le solde global de la balance des paiements, correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions de dépôts², s'est établi à +283,6 milliards à fin 2015, à la faveur de la hausse des avoirs extérieurs nets des institutions de dépôts autres que la BCEAO.

Graphique 3 : Evolution du solde global de la balance des paiements de 2011 à 2015



Source : BCEAO

La suite du rapport est subdivisée en cinq (5) sections couvrant successivement : le compte des transactions courantes, le compte de capital, le compte financier, les capitaux monétaires et la position extérieure globale.

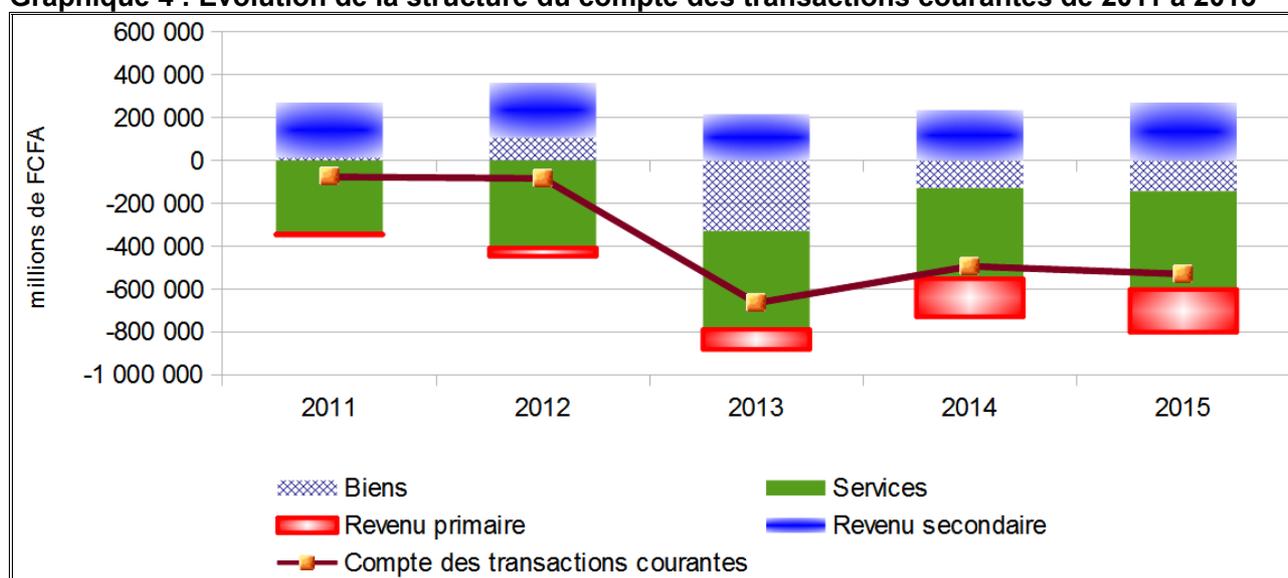
² Après la prise en compte des effets de réévaluation au cours de la période, découlant des variations des taux de change et des autres variations.

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes regroupe le compte des biens et services, le compte du revenu primaire ainsi que le compte du revenu secondaire. En 2015, le solde de la balance des paiements courants est ressorti déficitaire de 529.372 millions contre -493.237 millions une année plus tôt, soit une détérioration de 36.135 millions (+7,3%). Cette dégradation du solde courant est le reflet de l'accroissement du déficit de la balance des biens et services ainsi que de celui du compte de revenu primaire. Elle a cependant été atténuée par la hausse de l'excédent du compte du revenu secondaire.

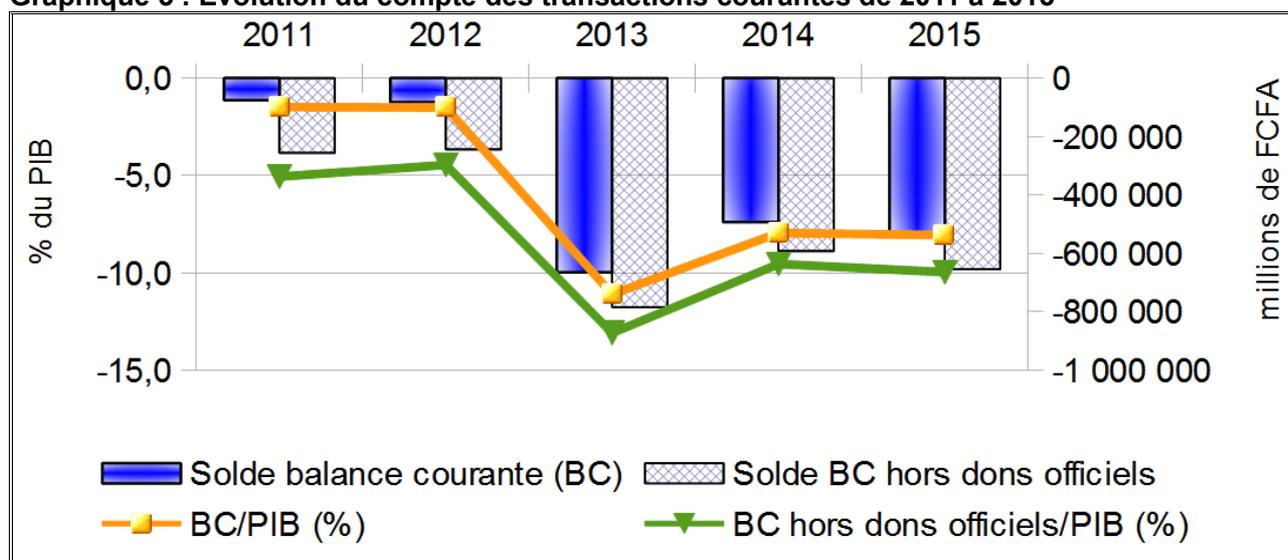
Le solde de la balance des biens est ressorti déficitaire en 2015 comme en 2014 et 2013, après un excédent commercial historique en 2011 et 2012 lié à la bonne tenue des exportations d'or non monétaire. Les déficits du poste du revenu primaire se creusent sensiblement au terme des deux dernières années, en relation avec les rémunérations de plus en plus importantes des investissements. L'orientation excédentaire de la balance du revenu secondaire traduit l'importance des envois de fonds des migrants et des appuis budgétaires reçus par le Burkina Faso. Ce poste s'est amélioré en 2015 à la faveur essentiellement de la progression des aides budgétaires reçues par l'Administration publique.

Graphique 4 : Evolution de la structure du compte des transactions courantes de 2011 à 2015



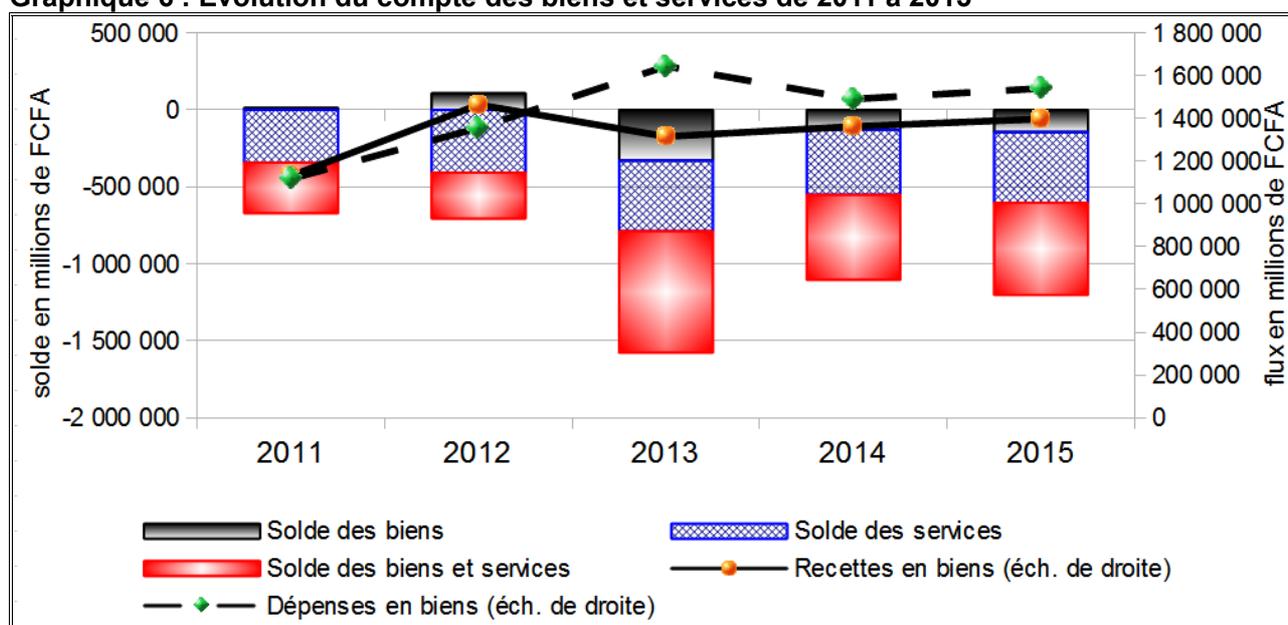
Source : BCEAO

Rapportée au PIB, la balance courante s'est dégradée, passant de -7,9% en 2014 à -8,1% en 2015. Hors dons officiels, le compte courant s'est situé à -10,0% du PIB en 2015 après -9,5% une année auparavant. Sur la période 2011-2015, ce ratio s'est établi à -8,5% en moyenne.

Graphique 5 : Evolution du compte des transactions courantes de 2011 à 2015

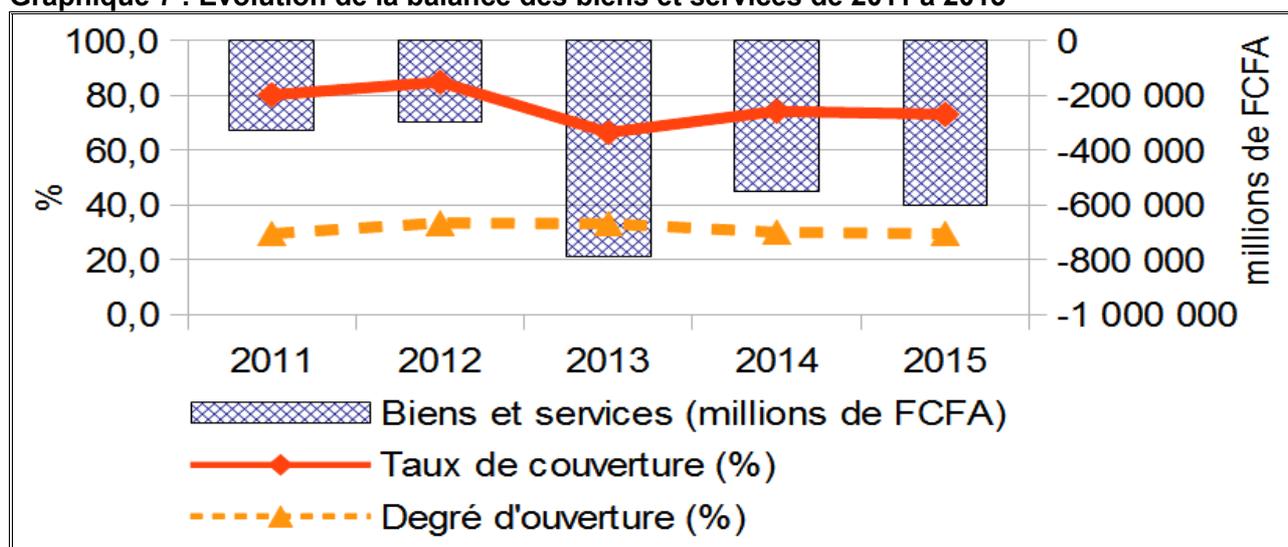
Source : BCEAO

Le déficit des échanges de biens et services s'est accru de 9,0% en 2015 comparativement à 2014 en liaison avec l'augmentation des importations (+4,6%) plus importante que celle des exportations (+3,1%).

Graphique 6 : Evolution du compte des biens et services de 2011 à 2015

Source : BCEAO

En outre, le degré d'ouverture de l'économie burkinabè, mesuré par le rapport entre la somme des importations et des exportations des biens et services, et le double du PIB, s'est situé à 29,5%, en repli de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2014. En moyenne, sur la période 2011-2015, cet indicateur est ressorti à 31,1%, contre une moyenne de 34,6% pour l'UEMOA.

Graphique 7 : Evolution de la balance des biens et services de 2011 à 2015

Source : BCEAO

Le besoin de financement de l'économie, qui est la somme des comptes courant et de capital, est ressorti à 375.598 millions en 2015, après 293.048 millions un an plutôt, soit une accentuation de 28,2%. En pourcentage du PIB, il s'est établi à 5,7% au lieu de 4,7% en 2014. Le besoin de financement est attribuable à la balance des biens et services et au compte du revenu primaire. Le surplus dégagé par les soldes du compte du revenu secondaire et du compte de capital ont permis d'atténuer ce besoin.

Le ratio du service de la dette, mesuré comme le rapport du service total de la dette extérieure aux exportations de biens et services, s'est établi à 3,0% en 2015, en progression de 0,1 point de pourcentage sur un an. Cette évolution résulte d'une hausse du service de la dette extérieure (+7,1%) plus importante que celle des exportations des biens et services (+3,1%).

Tableau 1 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations
(montants en millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Exportations de biens et services	1 328 100	1 679 153	1 560 648	1 586 066	1 634 743
Service de la dette extérieure	32 681	34 730	38 846	45 506	48 754
Service dette extérieure/Exportations (%)	2,5	2,1	2,5	2,9	3,0

Sources : BCEAO, INSD, DGTCP

1.1- Balance commerciale

La balance commerciale ou balance des biens recense les transactions sur les marchandises générales, l'or non monétaire et les exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international. Les importations et les exportations sont enregistrées FOB et les frais payés au titre du fret et de l'assurance sont enregistrés dans les services.

Afin de répondre aux besoins d'établissement de la balance des paiements, des retraitements sont effectués sur les statistiques du commerce extérieur. Les statistiques du commerce extérieur, fondées sur le concept de frontière nationale, sont élaborées selon l'optique « commerce général ». En outre, les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale de réconciliation des données du commerce intra-UEMOA instituée par la BCEAO, qui ont permis de réduire les asymétries dans les statistiques portant sur les échanges intra-communautaires et une meilleure évaluation du commerce non contrôlé, ont été pris en compte.

Enfin, des ajustements de valeurs et de champ ont été opérés pour tendre vers la prise en compte de l'ensemble des transactions économiques intervenues au cours de l'année dans le pays.

Tableau 2 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens
(en millions de FCFA)

Nature des opérations	2014		2015	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
Statistiques douanières FOB / CAF	1 285 423	1 770 381	1 312 696	1 821 729
Ajustements sur l'or non monétaire*	77 639		81 231	
Commerce non contrôlé intra-UEMOA	4 181	1 690	8 770	1 274
Autres ajustements de valeurs	-4 948	16 286	-5 003	28 463
Fret et assurances		-297 424		-311 046
Fret		-252 810		-264 389
Assurances		-44 614		-46 658
Statistiques douanières retraitées, reprises en balance des paiements (FOB – FOB)	1 362 294	1 490 933	1 397 695	1 540 420

(*) L'ajustement sur l'or non monétaire correspond à la valorisation de la quantité d'or exportée par l'écart de prix entre le cours mondial et le prix moyen calculé à partir des données douanières.

Note : en raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Sources : BCEAO, INSD

Au titre de l'année 2015, la balance commerciale a affiché un solde déficitaire de 142.726 millions, après -128.639 millions en 2014. La détérioration du solde de la balance des biens tient avant tout à la hausse des importations (+3,3%), l'accroissement des exportations (+2,6%) ayant amoindri cette évolution négative. Les importations de biens ont été couvertes à hauteur de 90,7% par les exportations en 2015, après un taux de couverture de 91,4% un an auparavant.

1.1.1- Exportations de biens

1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

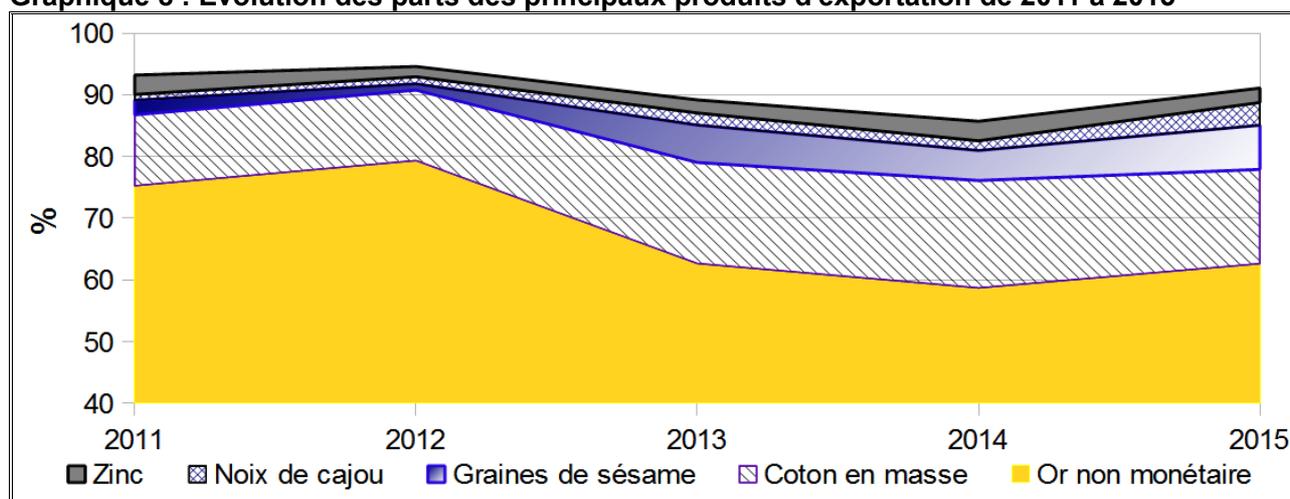
Sur la base des données douanières traitées par l'INSD³ et ajustées pour les besoins de la balance des paiements⁴, les exportations du Burkina Faso se sont situées à 1.397.695 millions, en hausse de 2,6% comparativement à l'année 2014. Les exportations de marchandises générales ont cependant baissé de 7,3 % pour s'établir à 517.639 millions, tandis que celles d'or non monétaire ont progressé de 9,5% pour atteindre à 875.815 millions. Les réexportations ont été valorisées à 19.950 millions, soit un repli 70,7% en variation annuelle. Le taux d'exportation, mesurant le poids des exportations relativement au PIB, est ressorti à 21,3%, après 22,0% en 2014.

1.1.1.2- Composition des exportations de biens

Les cinq (05) principaux produits exportés en 2015 sont : l'or non monétaire avec une part de 62,7% dans le total de la valeur des exportations, suivi du coton en masse (15,3%), des graines de sésame (7,1%), de la noix de cajou (3,7%) et du zinc (2,3%). En 2012, année du dernier excédent commercial, l'or non monétaire avait représenté 79,4% de la valeur des exportations, à la faveur de cours mondiaux historiquement élevés. L'or a été exporté principalement à destination de la Suisse (76,5%), de l'Inde (16,1%) et de l'Afrique du Sud (6,3%). S'agissant du coton, les destinations privilégiées ont été Singapour (45,5%), la Suisse (22,4%), la France (14,1%) et le Royaume-Uni (10,2%).

3 Traitement avec le logiciel EUROTRACE en ne prenant en compte que les opérations dont le régime douanier entre dans la définition du commerce extérieur.

4 Prise en compte du commerce non contrôlé et des autres ajustements de valeur.

Graphique 8 : Evolution des parts des principaux produits d'exportation de 2011 à 2015

Source : BCEAO

La hausse des exportations de biens est particulièrement marquée pour l'or non monétaire (+9,5%), la noix de cajou (+141,9%) et les graines de sésame (+50,5%). A l'opposé, les exportations de coton fibre, deuxième produit d'exportation, ont affiché une baisse de 9,9% sur un an pour se situer à 213.434 millions. En effet, les sociétés cotonnières ont exporté au total 277.436 tonnes de coton fibre en 2015⁵, après 265.573 tonnes un an auparavant, à la faveur de la hausse de 8,9% de la production de coton graine au cours de la campagne 2014/2015, en dépit de la baisse de 10 FCFA/Kg du prix d'achat plancher annoncé au producteur, fixé à 225 FCFA/Kg. Le prix moyen à l'export a en revanche fléchi de 13,8%, passant de 892.316 FCFA la tonne de coton fibre en 2014 à 769.309 FCFA la tonne en 2015. Cette évolution à la baisse des prix obtenus par les sociétés cotonnières, en déphasage avec la hausse des prix sur les marchés internationaux, est attribuable à la qualité de la fibre du coton génétiquement modifié Bt, comparativement à celle du coton conventionnel qui est qualifiée de « longue, résistante et uniforme ».

S'agissant des exportations d'or, qui occupent le premier rang des produits vendus à l'étranger depuis 2009, elles se sont fixées à 875.815 millions en 2015, en hausse de 9,5% par rapport à 2014, après un repli de 3,0% une année auparavant. Cette progression s'explique par la bonne orientation du prix de l'or, les quantités produites et exportées étant ressorties quasi stables par rapport à 2014 (36.283 Kg en 2014 et 36.351 kg en 2015). La production artisanale d'or a représenté seulement 0,4% de la production totale en 2015 après une part de 0,6% en 2014.

Les exportations de zinc⁶, dont la production a été lancée en janvier 2013 à Perkoa, ont été valorisées à 32.699 millions, en recul de 24,1% sur une année, sous l'effet conjugué de la baisse de la production et des cours internationaux. En effet, la production est passée de 145.022 tonnes en 2014, deuxième année de production de la mine, à 137.301 tonnes en 2015. Sur la même période, les prix ont enregistré une baisse de 19,8% en FCFA. Les ventes à l'extérieur des graines de sésame se sont accrues de 50,5% en 2015 par rapport à 2014 pour s'établir à 99.875 millions. Concernant la noix de cajou, les exportations se sont élevées à 51.573 millions, soit une évolution positive de 141,9%. La croissance des exportations de ces deux derniers produits est en phase avec la hausse de leurs prix internationaux.

La baisse des réexportations de 70,7% est en liaison avec la diminution des ventes d'hydrocarbures vers le Mali. En effet, les importateurs de produits pétroliers maliens privilégient de plus en plus le corridor nigérien en lieu et place des réexportations en provenance du Burkina Faso.

⁵ La production totale de coton fibre est ressortie à 282.436 tonnes au titre de la campagne 2014/2015. Une quantité de 5.000 tonnes a été cédée à la FILSAH par la SOFITEX.

⁶ Zinc non allié, sous forme brute, contenant en poids moins de 99,99% de zinc.

1.1.1.3- Orientation géographique des exportations

A l'image des années précédentes, les pays d'Europe sont demeurés les principaux destinataires des produits exportés par le Burkina Faso en 2015, avec une part de marché de 54,4%. La part importante des exportations vers l'Europe est portée par les ventes d'or, principalement à destination de la Suisse (76,5% du total des exportations d'or en 2015, après 90,2% en 2014). Après l'Afrique en 2014, l'Asie est redevenue le deuxième continent de destination des exportations du Burkina Faso avec une valeur totale représentant 23,7%, en progression de 7,5 points de pourcentage. En particulier, l'Inde est devenue le deuxième pays d'exportation de l'or du Burkina Faso avec un poids relatif de 16,1%. Les exportations en direction de Singapour, deuxième partenaire asiatique en termes d'exportations après l'Inde, ont bondi de 48,0%, avec 40,5% des exportations de noix de cajou, 26,5% des ventes de graines de sésame et 45,0% du marché de coton burkinabè. L'Afrique a enregistré 16,1% des exportations en provenance du Burkina Faso.

En ce qui concerne les exportations intra-UEMOA, elles ont représenté 6,7% de celles du Burkina Faso. Le Mali, le Togo et le Niger ont été les premiers pays de destination au sein de l'Union, avec respectivement 1,9%, 1,7% et 1,5% du total des exportations. En 2015, les réexportations de produits pétroliers (30,7%) ont constitué l'essentiel des importations du Mali en provenance du Burkina Faso, suivi des graines de coton (24,2%). S'agissant du Togo, les produits exportés ou réexportés sont essentiellement les graines de sésame (53,4%) et la noix de cajou (13,0%). Les exportations à destination du Niger sont composées de céréales (18,3%) et de fer et acier (15,6%).

1.1.2- Importations de biens

1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

Les importations du Burkina Faso, sur la base des statistiques du commerce extérieur⁷, se sont situées à 1.821.729 millions en 2015, contre 1.770.381 millions un an plus tôt, soit une augmentation de 2,9%, liée essentiellement à la hausse des importations de biens d'équipement. Les données ajustées pour les besoins de la balance des paiements font ressortir des importations totales FOB de 1.540.420 millions. Les importations de biens ont représenté 23,5% du PIB en 2015, en repli d'un demi point de pourcentage par rapport à 2014.

1.1.2.2- Composition des importations de biens

La structure des importations (en valeur) révèle, sur les cinq (05) dernières années, une prédominance de cinq (05) groupes de produits que sont : les « Biens d'équipement » (25,8%), les « Produits pétroliers » (24,6%), les « Matières premières » (15,2%), les « Produits alimentaires » (11,2%) et les « Produits chimiques » (9,9%). Sur la période 2011-2015, en moyenne, les produits pétroliers ont occupé le premier rang des importations, suivis des biens d'équipement.

En 2015 cependant, la facture énergétique a baissé de 12,8% sur un an en dépit de la hausse légère des quantités totales de produits pétroliers importées. Ce mouvement reflète la diminution de 46,2% du prix en dollar du pétrole sur les marchés internationaux. Les importations de biens d'équipement (+33,1%), de produits chimiques (+4,2%), de matières premières (+1,1%) se sont accrues. S'agissant des produits alimentaires, leurs importations ont également augmenté de 5,9%, sous l'influence de la baisse de la production céréalière, enregistrée successivement en 2013, 2014 et 2015. Ainsi, le riz, principal produit alimentaire importé, a vu ses quantités importées croître de 5,1% en 2015, atteignant 52.022 millions en valeur contre 49.503 millions un an auparavant.

1.1.2.3- Orientation géographique des importations

La répartition par origine des importations du Burkina Faso demeure quasiment identique sur les cinq (05) dernières années. Au titre de l'année 2015, les trois principales zones d'approvisionnement du

⁷ Produites par l'INSD

Burkina Faso ont été les pays d'Europe avec 32,7% de part du marché, suivis de ceux d'Afrique avec 32,2% et d'Asie avec 20,6%. Les importations en provenance d'Europe concernent notamment les produits pharmaceutiques et alimentaires, celles d'origine asiatique portent essentiellement sur les biens d'équipement et alimentaires. Par rapport à 2014, les importations en provenance de l'Afrique (-24,4%) se sont repliées contrairement à celles opérées à partir de l'Europe (+15,6%) et de l'Asie (+3,2%).

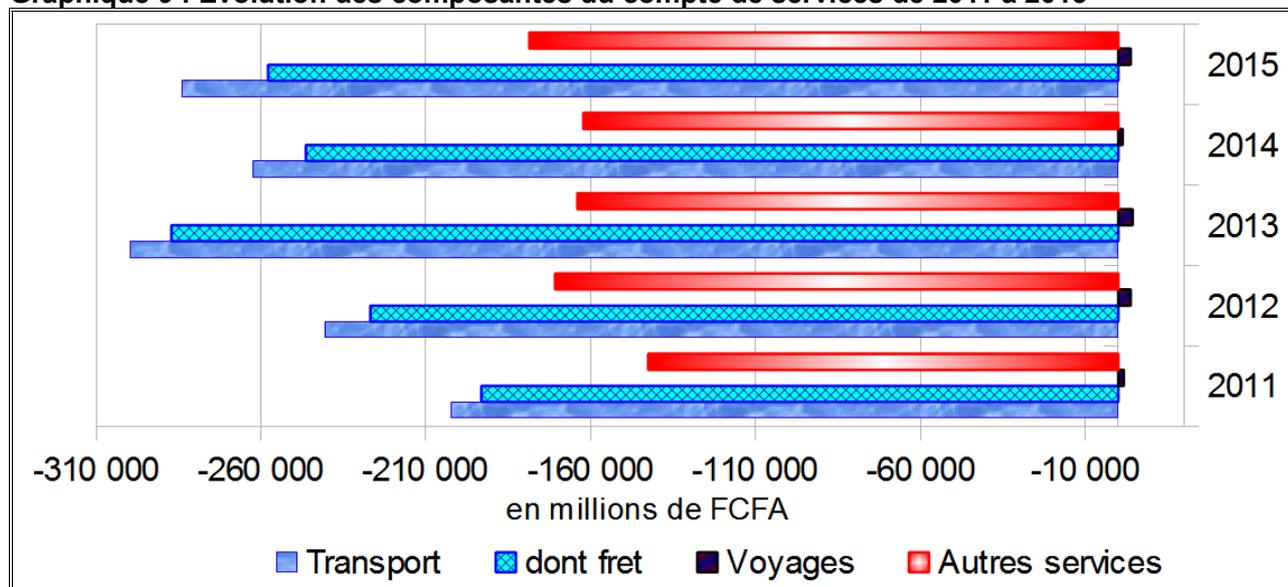
Les importations en provenance des pays de l'UEMOA ont représenté 26,8% du total. La Côte d'Ivoire, à elle seule, a fourni près des deux tiers des importations originaires de l'Union (63,7%), suivie du Togo avec une part de 17,4%. En 2015, le Burkina Faso a importé de la Côte d'Ivoire principalement des produits pétroliers (31,1%), des produits à base de tabac (19,3%) et de l'électricité (18,6%). Les importations en provenance du Togo portent essentiellement sur le clinker (44,5%). Une part de 5,1% du total des importations provient des autres pays de la CEDEAO.

1.2- Balance des services

La balance des services recouvre les échanges extérieurs au titre des transports, des voyages et des autres services. Le solde de la balance des services, structurellement déficitaire, s'est dégradé de 8,4% en passant de -423.169 millions en 2014 à -458.740 millions en 2015, sous l'impulsion de la hausse des services de transports (+8,2%), dictée par la reprise des importations en 2015.

En effet, le fret, qui recense au crédit, les recettes perçues par les structures résidentes au titre du transport de marchandises pour le compte des non-résidents, et au débit les recettes réalisées par les compagnies non-résidentes pour le transport similaire au profit des agents résidents du Burkina Faso, est ressorti déficitaire en 2015 de 257.825 millions, après un solde de -246.383 millions réalisé un an auparavant. La progression de ce déficit en 2015 tient avant tout à l'augmentation du volume des marchandises importées par rapport à l'année 2014 (+3,3%), en contraste avec la poursuite de la baisse relative du coût du transport. Quant au poste « voyages », retraçant les flux de biens et services acquis lors de séjours à l'étranger à titre personnel ou professionnel, il a dégagé un excédent de 3.775 millions au lieu de 1.327 millions enregistré en 2014.

Graphique 9 : Evolution des composantes du compte de services de 2011 à 2015



Source : BCEAO

1.2.1- Exportations de services

Au terme de l'année 2015, les exportations de services se sont situées à 231.049 millions, en hausse de 3,3% sur un an. En effet, les exportations des services de transports ont enregistré une croissance de 6,0%, ressortant à 33.782 millions. S'agissant des recettes de voyages, elles ont reculé de 3,0% en raison de la situation sociopolitique du pays. Les recettes de tourisme réglées par les autres résidents de l'UEMOA se sont situées à 38.824 millions, soit une réduction de 7,5%. Les autres services exportés, composés notamment des travaux de construction, des services financiers ainsi que des services de télécommunications, d'informatique et d'information, ont crû de 5,9% pour s'établir à 132.580 millions. L'accroissement des activités des entreprises de BTP de droit burkinabè dans la sous-région est à l'origine de cette orientation.

1.2.2- Importations de services

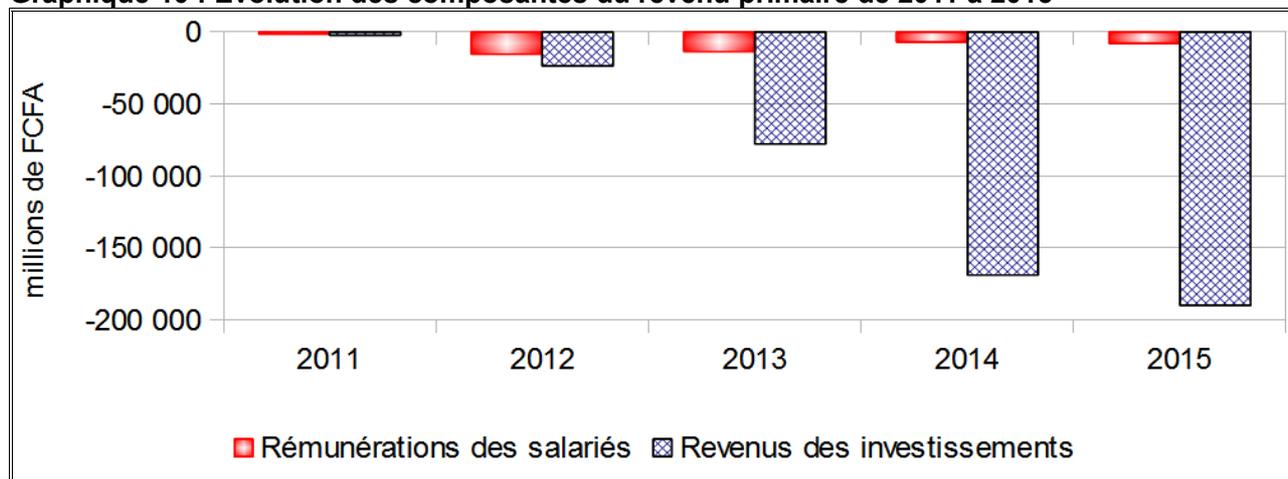
En passant de 646.941 millions en 2014 à 689.790 millions en 2015, les importations de services ont enregistré une hausse de 6,6%, en liaison notamment avec la croissance des importations des services de transport (+8,0%) qui se sont établies à 317.700 millions. Le montant du fret réglé aux opérateurs économiques non-résidents a augmenté de 4,6%, amplifiant la progression des importations de biens CAF. Les dépenses effectuées par les résidents au cours de leurs déplacements à l'étranger ont baissé de 6,8% en 2015 en phase avec la situation économique difficile. Dans la même dynamique, les dépenses de tourisme effectuées dans les pays membres de l'Union ont affiché un repli de 9,6% sur une année.

1.3- Compte du revenu primaire

Le compte du revenu primaire enregistre les flux relatifs aux revenus liés au processus de production, ainsi qu'à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits.

Le solde structurellement déficitaire du compte du revenu primaire s'est aggravé de 21.960 millions en 2015, en s'établissant à -199.478 millions. Cette dégradation est expliquée par la progression des paiements nets aux non-résidents de revenus au titre des investissements (+20.991 millions) et de la rémunération des salariés dans une moindre mesure (+858 millions).

Graphique 10 : Evolution des composantes du revenu primaire de 2011 à 2015



Source : BCEAO

L'accroissement du déficit des revenus du travail provient notamment de la hausse des flux sortants (+975 millions) en relation avec la progression des rémunérations versées aux travailleurs non-résidents, en phase avec l'accélération de l'activité de construction dans le secteur minier en 2015.

Les paiements nets de revenus du capital aux non-résidents se sont accrus sous l'effet d'une hausse des flux sortants (+36.760 millions) plus intense que celle des flux entrants (+15.769 millions). Cette

évolution reflète essentiellement l'accentuation du solde déficitaire des revenus des investissements directs (+33.470 millions), notamment dans les secteurs minier, des télécommunications, des finances et de l'industrie manufacturière. La charge des intérêts versés dans le cadre du service de la dette publique extérieure s'est établie à 15.874 millions, en progression de 8,0%, dont 13.469 millions au titre de la dette multilatérale. Les paiements d'intérêt de la dette multilatérale ont été opérés au profit essentiellement de la Banque Mondiale (4.512 millions), de la BAD (2.137 millions), de la BOAD (1.871 millions), de la BID (1.160 millions) et de la BEI (1.043 millions). Les principaux bénéficiaires des règlements d'intérêt au titre de la dette bilatérale sont la République de Chine-Taïwan (997 millions), le Koweït (819 millions) et l'Inde (239 millions).

1.4- Compte du revenu secondaire

Le compte du revenu secondaire recense les transferts courants entre résidents et non-résidents, matérialisés par les dons et aides en nature, les transferts d'économies sur salaires des migrants étrangers au Burkina Faso et burkinabè de l'étranger ainsi que les aides en espèces influant sur la consommation des biens et services.

En s'établissant à 271.572 millions en 2015 contre 236.088 millions en 2014, le solde excédentaire du compte de revenu secondaire a enregistré une hausse de 15,0%, imputable à l'évolution des transferts de l'Administration publique et du secteur privé dans une moindre mesure.

Les transferts courants nets de l'Administration publique se sont accrus de 27,6% pour se situer à 145.871 millions en 2015. Cette évolution est portée par la progression de 26,2% de l'aide budgétaire reçue au titre de la coopération internationale. Elle est expliquée notamment par la reprise des appuis budgétaires de la BAD (16.484 millions)⁸ et l'accroissement de ceux de la Banque Mondiale (5.565 millions). La Suède n'a pas consenti d'appui budgétaire au Burkina Faso en 2015 contrairement aux années précédentes, pendant que ceux de la France sont apparus en repli de 55,6%. L'Union Européenne (avec 45,4% du total), la Banque Mondiale (23,7%), la BAD (13,2%) et le Danemark (9,0%) sont restés les principaux donateurs de cette aide au développement. Par ailleurs, les paiements effectués au titre de la contribution aux organisations internationales et régionales dont le Burkina Faso est membre, ont augmenté, passant de 12.530 millions en 2014 à 16.338 millions un an après.

L'aide alimentaire a progressé de 40,1% en 2015 pour s'établir à 15.253,3 millions. Les principaux fournisseurs de cette forme d'aide sont le PAM (64,8%), les Etats-Unis d'Amérique (17,4%) et le Japon (16,9%). S'agissant de l'aide d'assistance et de secours d'urgence, elle a été évaluée à 4.237,1 millions, stable par rapport à 2014. Les partenaires pourvoyeurs de cette aide sont la Chine-Taïwan (25,1%), l'Italie (19,7%) et la Suède (18,0%).

Tableau 3 : Evolution des composantes du revenu secondaire de 2011 à 2015
(en millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Administration publique	191 183	179 531	128 174	114 318	145 871
- dont aide budgétaire reçue	180 570	165 892	119 100	98 936	124 830
Autres secteurs	65 853	75 747	88 749	121 770	125 701
- dont envois de fonds des travailleurs reçus	96 420	99 294	144 282	179 699	211 510
Revenu secondaire net	257 036	255 278	216 922	236 088	271 572

Source : BCEAO

Les entrées nettes de transferts courants du secteur privé ont connu une hausse de 3,2% pour ressortir à 125.701 millions en 2015. Cette évolution découle de l'accroissement des réceptions de fonds des travailleurs à l'étranger (+4,2%). La tendance haussière des flux entrants de fonds des travailleurs migrants est due principalement à la reprise de la croissance économique en Côte d'Ivoire, principal pays de provenance de ces fonds, en contraste avec l'atonie de la croissance en Europe (Italie notamment). Les transferts de fonds reçus des migrants provenaient en 2015 pour 55,2% des autres

8 L'appui budgétaire au titre de l'année 2014 de la BAD a été décaissée en 2015. Celui de 2015 a été décaissé dans la même année.

pays de l'UEMOA, 10,8% de l'espace CEMAC et 16,6% de l'Europe. Pour le cas particulier de l'UEMOA, la Côte d'Ivoire concentre 72,5% des envois de fonds, suivie du Mali (11,2%) et du Bénin (4,7%). Les envois de fonds des migrants résidents au Burkina Faso en direction des pays de l'Union se sont accrus de 6,0% pour se situer à 54.772 millions. Les principales destinations sont le Mali (43,5%) et le Sénégal (19,6%). En outre, la progression du revenu secondaire du secteur privé est attribuable à l'amélioration du solde excédentaire des transferts reçus par ce secteur au titre de la coopération internationale. En effet, les transferts courants dont les ISBLM ont bénéficié, notamment dans le cadre des actions de lutte contre la pauvreté, se sont établis à 19.533 millions en 2015 après une réalisation de 15.304 millions un an auparavant, soit une progression de 27,6%.

II- COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital présente les transferts en capital, ainsi que l'acquisition ou la cession d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.) entre résidents et non-résidents.

Au terme de l'année 2015, le compte de capital a affiché un solde excédentaire de 153.774 millions en recul de 46.415 millions par rapport à 2014, soit -23,2%. Cette baisse a été imprimée par le reflux de transferts en capital sous forme de dons projets au profit de l'Administration publique.

Tableau 4 : Evolution du compte de capital de 2011 à 2015
(en millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	59	75	-216	35	147
Transferts en capital	91 011	137 704	238 628	200 154	153 627
Administration publique	73 100	111 609	205 200	157 510	105 211
<i>dont dons projets</i>	73 100	111 609	205 200	157 510	105 211
Autres secteurs	17 911	26 095	33 428	42 644	48 416
Solde du compte de capital	91 070	137 779	238 412	200 189	153 774

Sources: BCEAO, DGTCP, DGCOOP

2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits ont dégagé un solde de +147 millions en 2015 au lieu de +35 millions une année auparavant. Cet excédent provient d'un niveau de cessions d'actifs non financiers non produits supérieur à celui des acquisitions.

2.2- Transferts en capital

En s'établissant à 153.627 millions en 2015, les transferts en capital ont baissé de 46.527 millions, en relation principalement avec le repli de ceux au profit de l'Administration publique.

Les transferts en capital de l'Administration publique, en s'établissant à 105.211 millions, ont enregistré une chute de 33,2%, après une baisse de 23,2% en 2014. Les transferts en capital de l'Administration publique se sont situés en deçà de la moyenne des cinq (5) dernières années, dans un contexte marqué par un attentisme des partenaires techniques et financiers au regard du climat sociopolitique incertain.

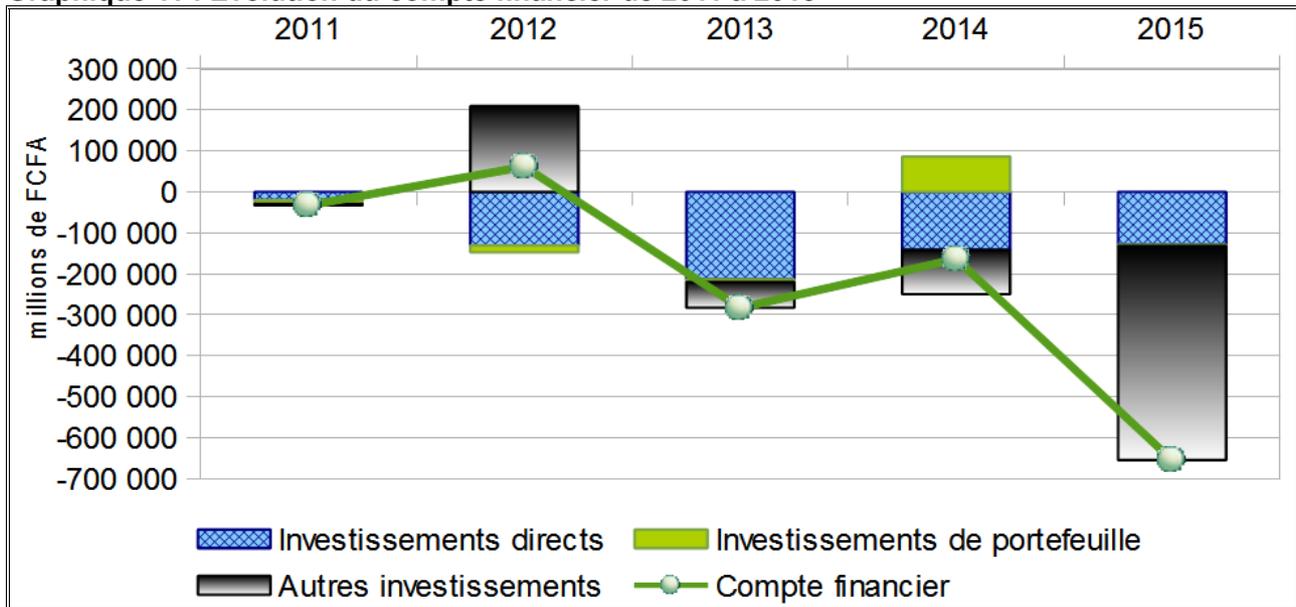
S'agissant des transferts en capital des autres secteurs, ils ont enregistré une augmentation de 5.772 millions en 2015, correspondant à une hausse de 13,5% sur un an.

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier de la balance des paiements recense les variations nettes d'actifs et de passifs financiers issues des opérations d'investissements directs, d'investissements de portefeuille et des autres investissements, effectuées entre résidents et non-résidents au cours d'une année. Un solde négatif traduit une entrée nette de capitaux et un solde positif reflète une sortie nette de capitaux.

En 2015, le flux net des actifs et passifs financiers a enregistré des entrées nettes de 654.867 millions, après des entrées nettes de 163.492 millions en 2014, soit une consolidation de 491.375 millions. Cette situation est due essentiellement à un afflux d'investissements autres que ceux directs et une inversion des investissements nets de portefeuille au cours de l'année 2015.

Graphique 11 : Evolution du compte financier de 2011 à 2015



Source : BCEAO

3.1- Investissements directs étrangers

Les opérations d'investissements directs, c'est-à-dire les investissements étrangers dont le montant représente au moins 10,0% du capital de la société réceptrice, se sont soldées par des entrées nettes de 128.764 millions en 2015, après des entrées nettes de 141.639 millions en 2014, soit une réduction de 12.875 millions. Ce ralentissement des entrées nettes de capitaux d'investissements directs est expliqué principalement par la décélération des investissements directs étrangers au Burkina Faso, du fait d'un climat des affaires altéré par les risques sociopolitiques. Ces entrées nettes de capitaux sont portées par les instruments de dette (53,6%), les réinvestissements de bénéfices (34,1%) et les titres de participation (12,3%). Elles ont été opérées notamment par des pays de la zone euro et d'Amérique du Nord, d'une part, et bénéficié particulièrement aux secteurs d'activité de l'exploitation minière, de l'industrie manufacturière et des finances, d'autre part.

Les investissements directs burkinabè à l'étranger se sont accrus de 8.339 millions entre 2014 et 2015, sous l'effet des bénéfices réinvestis (+3.422 millions), des instruments de dette (+2.962 millions) et des titres de participation (+1.955 millions).

3.2- Investissements de portefeuille

Les principales opérations enregistrées sous cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation dont la part détenue par des non-résidents représente moins de 10,0% du capital de

l'entreprise, ainsi que les opérations sur titres de créances.

Au cours de l'année 2015, les transactions sur les investissements de portefeuille se sont traduites par des entrées nettes de 2.981 millions, à la suite des sorties nettes de 86.180 millions enregistrées une année plus tôt, soit une augmentation de 89.161 millions. Ces entrées nettes sont dues à celles issues des titres de créances, qui se situent à 11.099 millions, en ligne notamment avec l'acquisition de titres du Trésor public burkinabè par des non-résidents de l'Union. Ces opérations ont toutefois été compensées par les sorties nettes de titres de participation et parts de fonds de placement (+8.118 millions) effectuées par les résidents à l'étranger.

3.3- Dérivés financiers

Le contrat de dérivés financiers est un instrument financier lié à un autre instrument, indice ou produit de base spécifique, négociable sur des marchés de gré à gré ou sur des marchés organisés, par lequel les entreprises peuvent se couvrir contre les risques de marché, de liquidité, de contrepartie ou politique.

Durant l'année 2015, aucune opération n'a été enregistrée au titre des dérivés financiers, comme en 2014.

3.4- Autres investissements

Les autres investissements concernent notamment les opérations relatives aux prêts et emprunts, y compris les crédits commerciaux.

Les autres investissements ont enregistré des entrées nettes de capitaux à hauteur de 523.122 millions, après des entrées nettes de 108.033 millions affichées en 2014. Cette évolution reflète une accumulation nette d'engagements plus importante que celle des acquisitions nettes d'actifs financiers. Ces entrées nettes sont imputables à l'Administration publique et au secteur privé non bancaire.

L'Administration publique a bénéficié d'entrées nettes de capitaux à hauteur de 50.685 millions en 2015 après des entrées nettes de 35.516 millions en 2014. Cette situation s'explique par un accroissement du stock de la dette publique de 89.201 millions en 2015, atténué par la hausse de la monnaie fiduciaire et des dépôts détenus par le secteur privé non bancaire (+37.284 millions). Le service de la dette publique extérieure (paiements des amortissements et intérêts) s'est accru de 7,1% pour s'établir à 48.754 millions, correspondant à 0,7% du PIB et 4,7% des recettes budgétaires. Le stock de la dette extérieure publique a représenté 22,7% du PIB, après un niveau de 20,6% en 2014.

Les transactions des autres investissements du secteur privé se sont soldées par des entrées nettes de capitaux de 433.943 millions, après des entrées nettes de 57.348 millions en 2014. Cela est expliqué par les accroissements des passifs nets des capitaux au titre des crédits commerciaux. Les sorties de capitaux au titre des autres comptes à recevoir et à payer vis-à-vis des non-résidents ont atténué les entrées de capitaux des autres investissements.

IV- CAPITAUX MONÉTAIRES

Le solde de la balance des capitaux monétaires traduit l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts.

4.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les principaux avoirs recensés au niveau de la Banque Centrale sont les avoirs de réserve, c'est-à-dire les avoirs extérieurs mis à la disposition ou sous le contrôle des autorités monétaires. Le poste « avoirs de réserve » enregistre les variations intervenues au niveau des avoirs en DTS, de la position de réserve au FMI et des avoirs en devises (sous forme de billets externes ou d'avoirs en compte auprès des institutions bancaires étrangères). Les engagements portent sur les recours aux crédits du FMI et les engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont contractés de 8.207 millions en 2015 pour s'établir à -144.276 millions, après un repli de 143.872 millions en 2014. Ce recul des avoirs extérieurs nets de la BCEAO est porté par le gonflement des engagements extérieurs (+12,2%), atténué par l'accroissement des avoirs extérieurs bruts (+11,6%). Les crédits et prêts du FMI, opérés dans le cadre du programme économique et financier conclu avec le Gouvernement, se sont accrus pour s'établir à 14.611 millions (+13,6%).

Tableau 5 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale
(en millions de FCFA)

Postes	31 déc. 2014	Autres flux (*)	31 déc. 2015
AVOIRS	140 794	2 375	157 077
Position de réserve au FMI	8 548	442	7 072
Droits de tirage spéciaux (DTS)	37 675	1 933	30 950
Numéraires et dépôts : créances sur les autorités monétaires	813	0	2 621
Numéraires et dépôts : créances sur les autres institutions	93 757	0	116 434
ENGAGEMENTS	268 588	10 650	301 353
Crédits et prêts du FMI (autres que les réserves)	107 797	7 647	122 408
Droits de tirage spéciaux (DTS)	45 075	3 003	48 079
Numéraires et dépôts détenus	1 458	0	2 749
Autres comptes à payer	114 259	0	128 117
Avoirs extérieurs nets	-127 795	-8 275	-144 276
Variations des Avoirs extérieurs nets	-143 872	-	-8 207

(*) Les autres flux concernent les changements des actifs et passifs financiers dus à d'autres causes que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit de l'annulation unilatérale d'une dette par le créancier, des gains et pertes de détention (variations de taux de change et de prix), et des reclassements.

Source : BCEAO

4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des Autres Institutions de Dépôts correspond au solde de leurs avoirs et engagements extérieurs bruts.

L'évolution des différentes composantes de la position extérieure nette des AID fait ressortir une hausse des avoirs bruts qui passent de 821.429 millions à fin décembre 2014 à 1.121.809 millions à fin décembre 2015, soit une progression de 36,6% (+300.380 millions), légèrement contenue par un accroissement des engagements de 2,7% (+8.603 millions) à la même date. Ainsi, les avoirs extérieurs nets des autres institutions de dépôts ont progressé de 291.777 millions en 2015, suite à une hausse de 10.956 millions enregistrée en 2014.

Tableau 6 : Evolution des avoirs et engagements des AID
(en millions de FCFA)

Postes	31 déc. 2014	Autres flux	31 déc. 2015
AVOIRS	821 429	0	1 121 809
dont banques et correspondants	148 447	0	112 955
ENGAGEMENTS	313 617	0	322 220
dont banques et correspondants	172 610	0	92 353
Avoirs extérieurs nets	507 812	0	799 589
Variations des Avoirs extérieurs nets	10 956	-	291 777

Source : BCEAO

4.3- Avoirs et engagements des institutions de dépôts

La variation des avoirs extérieurs nets de l'ensemble des institutions monétaires d'une année à l'autre constitue le solde de la balance des paiements et correspond à la somme algébrique des variations des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.

Le besoin de financement dégagé sur les opérations courantes et de capital avec les non-résidents (375.598 millions) a été largement couvert par le solde des transactions financières (654.867 millions). Cette situation se traduit par un solde global de la balance des paiements excédentaire, qui vient consolider le stock d'avoirs extérieurs à la disposition de la Banque Centrale. En effet, le solde de la balance des paiements, qui correspond à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions de dépôts, après prise en compte des autres changements des actifs et passifs financiers, est ressorti à +283.570 millions en 2015, après un solde de -132.916 millions un an auparavant.

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1- Evolution de la position extérieure globale nette

Par opposition au compte financier de la balance des paiements qui recense les flux d'avoirs et d'engagements extérieurs au cours de l'année, la PEG retrace les stocks d'avoirs et d'engagements au 31 décembre de chaque année. Elle traduit la situation patrimoniale de l'économie par rapport au reste du monde, à savoir les actifs financiers des résidents sur l'extérieur et l'or physique détenu comme avoirs de réserve, diminués de leurs engagements à l'égard des non-résidents.

A fin décembre 2015, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 2.205.103 millions, contre -1.827.142 millions un an plus tôt, soit une détérioration de 20,7%, consécutive à un gonflement du stock de passifs plus important que l'augmentation du stock d'actifs financiers. En effet, les passifs ont enregistré une progression de 26,5%, passant de 8.557.550 millions à 10.828.503 millions entre 2014 et 2015. Cette évolution est attribuable principalement à l'accroissement des passifs des autres investissements (+35,3%). Sur la même période, le stock d'actifs financiers est ressorti à 8.623.401 millions, correspondant à un accroissement de 28,1%. Les avoirs de réserve se sont établis à 157.077 millions au 31 décembre 2015, après une réalisation de 140.794 millions à fin 2014, correspondant à une amplification de 11,6%. Rapportée au PIB, la PEG nette est ressortie à -33,6%, après une réalisation de -29,4% une année auparavant.

5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette

La PEG nette de la Banque Centrale est ressortie déficitaire de 144.277 millions au 31 décembre 2015, contre un déficit de 100.328 millions à fin 2014. Celle des autres institutions de dépôts est passée de 509.205 millions à fin 2014 à 886.890 millions à fin 2015. S'agissant de l'Administration publique, elle a affiché une PEG nette déficitaire de 1.500.700 millions, en détérioration de 21,6% sur un an.

5.3- Structure géographique de la position extérieure globale nette

La PEG nette du Burkina Faso vis-à-vis des autres pays de l'Union est ressortie créditrice à 310.365 millions à fin décembre 2015. Elle s'est située à -811.273 millions et -1.704.194 millions, respectivement vis-à-vis de la zone euro et des autres pays.

CONCLUSION

L'année 2015 a été marquée par une croissance mondiale en décélération qui s'est établie à 3,2% au lieu de 3,4% en 2014, sous l'effet conjugué du ralentissement de l'activité économique des pays émergents et des pays en développement et des incertitudes à l'échelle macroéconomique. Le cours moyen mondial de l'or, premier produit d'exportation du Burkina Faso, a enregistré un repli de 8,7%. La croissance du PIB est ressortie stable à 4,0% en termes réels par rapport à 2014. C'est dans ce contexte que la balance des paiements a dégagé un solde excédentaire de 283.570 millions au titre de l'année 2015, après un déficit de 132.916 millions relevé en 2014.

Le solde structurellement déficitaire de la balance courante s'est dégradé de 36.135 millions entre 2014 et 2015 pour se situer à -529.372 millions. Les exportations d'or non monétaire se sont accrues de 9,5% tandis que celles de marchandises générale se sont repliées de 7,3%, en lien avec la baisse de 9,9% des ventes de coton. Le déficit courant hors dons officiels est ressorti à 10,0%, après une réalisation de 9,5% en 2015. Le solde déficitaire des services s'est détérioré de 8,4% à la suite de l'accroissement des charges du fret. Le compte du revenu primaire s'est dégradé à la faveur de la hausse des paiements au titre des revenus des investissements. En revanche, celui du revenu secondaire s'est amélioré en raison de l'accroissement des transferts publics.

Le compte de capital est ressorti en excédent de 153.774 millions, en baisse de 23,2% par rapport à 2014. Cette dégradation est portée par la faible mobilisation des dons projets par l'Etat. En effet, le solde du transfert en capital de l'Administration publique a connu une évolution défavorable de 33,2% sur un an, à 105.211 millions.

En 2015, le solde des opérations financières s'est traduit par des entrées nettes de capitaux de 654.867 millions, après des entrées nettes de 163.492 millions un an auparavant. Les entrées de capitaux dans le cadre des investissements directs, à hauteur de 128.764 millions, expliquent en partie cette évolution.

S'agissant de la Position Extérieure Globale, elle est passée de -1.827.142 millions à fin 2014 à -2.205.103 millions au 31 décembre 2015, soit une détérioration de 20,7%. Le stock d'avoirs de réserves, s'est établi à 157.077 millions au 31 décembre 2015, contre 140.794 millions un an plus tôt, correspondant à une amélioration de 11,6%.

Afin de contenir le déficit des transactions courantes, les stratégies de politique économique ci-après devraient être encouragées. Il s'agit notamment :

- ✓ de la poursuite de la diversification de la base de produits exportables pour réduire la dépendance à l'égard des secteurs minier et cotonnier, et soutenir notamment l'élargissement de la gamme exportable de produits agricoles de base ;
- ✓ du renforcement des actions d'amélioration de l'environnement des affaires, notamment dans les secteurs agricole et industriel, afin d'amplifier les entrées de capitaux étrangers, les investissements directs étant essentiellement orientés actuellement vers les secteurs minier, financier et des télécommunications ;
- ✓ de la prise en compte explicite, dans la dynamique de développement des pôles de croissance, de l'impact des différents secteurs ciblés sur les soldes de la balance des paiements, en vue de renforcer davantage le contenu local des activités directes et indirectes qu'ils génèrent ;
- ✓ de la maîtrise de l'évolution du compte du revenu primaire, dont le déficit se creuse d'année en année du fait de la sortie des revenus d'investissement, notamment dans le cadre des projets de partenariat public privé (PPP) ;

- ✓ de la mise en œuvre de mesures incitatives en faveur de l'épargne publique et privée pour soutenir les capacités d'investissement et l'offre financière locales et réduire à terme le creusement des comptes de services et de revenus.

=====

ANNEXES

Sommaire des annexes

Annexe 1 : Glossaire.....	31
Annexe 2 : Méthodologie de la sixième édition du manuel de la Balance des Paiements et de la Position extérieure globale dans les pays membres de l'UEMOA.....	37
Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée).....	41
Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO).....	42
Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 1/3.....	43
Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	46
Annexe 7 : Compte de transactions courantes.....	47
Annexe 8 : Compte de biens et services.....	47
Annexe 9 : Compte de biens	47
Annexe 10 : Evolution des exportations de biens.....	48
Annexe 11 : Exportations par principaux produits.....	48
Annexe 12 : Ventilation géographique des exportations de marchandises.....	49
Annexe 13 : Evolution des importations de biens.....	50
Annexe 14 : Importations par principaux produits	50
Annexe 15 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2015.....	50
Annexe 16 : Ventilation géographique des importations de marchandises	51
Annexe 17 : Evolution de la balance des services.....	52
Annexe 18 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2015.....	52
Annexe 19 : Evolution du compte du revenu primaire.....	52
Annexe 20 : Evolution du compte du revenu secondaire.....	52
Annexe 21 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2015.....	53
Annexe 22 : Evolution du compte de capital.....	53
Annexe 23 : Evolution du compte financier.....	53
Annexe 24 : Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et la balance des paiements.....	54
Annexe 25 : Variation de la position extérieure globale nette.....	54
Annexe 26 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2015.....	55
Annexe 27 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2015.....	56

Annexe 1 : Glossaire

A

■ **Actifs non financiers non produits**

Cette catégorie correspond aux ressources naturelles (terrains vendus aux ambassades, droits d'exploitation du sous-sol, les droits d'exploitation forestière, les eaux, les droits de pêche, l'espace aérien et le spectre électromagnétique), aux contrats, baux et licences, ainsi qu'aux actifs de commercialisation et de survalueur (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine, etc.) achetés ou vendus.

■ **Administration publique**

Le secteur des administrations publiques regroupe l'État, les organismes divers d'administration centrale, les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

■ **Autres institutions de dépôts ou institutions de dépôts à l'exception de la banque centrale**

Ce sont les intermédiaires financiers qui disposent de passifs sous forme de dépôts ou d'instruments financiers assimilables à des dépôts.

■ **Autres investissements (prêts et emprunts)**

Les « Autres investissements » composent une rubrique du compte financier qui englobe toutes les opérations sur les actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne relèvent ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des instruments financiers dérivés, ni des avoirs de réserve. En pratique, cela recouvre, pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts, entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des administrations publiques, des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

■ **Autres secteurs**

La rubrique « Autres secteurs » enregistre les opérations effectuées par des agents économiques autres que la banque centrale, les administrations publiques et les institutions financières monétaires. Il s'agit des autres sociétés financières (sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, sociétés de financement, organismes de placement collectif (OPC) – sauf les OPC monétaires qui sont classés parmi les institutions financières monétaires), des entreprises industrielles et commerciales, des ménages et entrepreneurs individuels. Ce secteur résiduel comprend enfin les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comme les associations ou les fondations.

■ **Avoirs extérieurs nets (AEN)**

Les AEN correspondent à la différence entre les avoirs extérieurs bruts des institutions de dépôts et leurs engagements extérieurs.

■ **Avoirs de réserve**

Les avoirs de réserve sont les avoirs extérieurs qui sont à la disposition immédiate de la banque centrale dont elle peut disposer immédiatement pour répondre à des besoins de financement de la balance des paiements, pour intervenir sur les marchés des changes afin d'influer sur le taux de change, ainsi que pour d'autres besoins connexes (par exemple maintenir la confiance dans la monnaie et dans l'économie et permettre d'emprunter à l'étranger). Ils sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) et de la position nette de réserve au FMI.

B

■ Balance des paiements

La balance des paiements est un document statistique élaboré sous forme comptable, élément de la comptabilité nationale recensant les flux de biens, de services, de revenus, de transferts de capitaux, et les flux financiers que les résidents d'un pays dans leur ensemble (particuliers, entreprises ou État) entretiennent avec ceux du reste du monde.

Par construction, la balance des paiements est toujours équilibrée, aux erreurs et omissions près, car les opérations sont enregistrées selon le principe de la comptabilité en partie double. En effet, aucun échange ne peut avoir lieu sans avoir été financé. Par contre, les soldes intermédiaires (des sous-balances) peuvent être excédentaires ou déficitaires. Ainsi, on dit couramment, par abus de langage, que la balance des paiements est en déficit (ou en excédent) lorsqu'on veut dire en réalité que la balance des transactions courantes (ou parfois la balance commerciale) est déficitaire (importations plus importantes) ou excédentaire (exportations plus importantes)

■ Bénéfices réinvestis

Les bénéfices réinvestis sont la partie non distribuée et mise en réserve des résultats opérationnels courants après impôts des filiales et participations revenant à l'investisseur direct.

■ Biens

Les biens sont des actifs physiques produits sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété économique peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais de transactions.

C

■ Compte de capital

Le compte de capital enregistre les transferts en capital, c'est-à-dire les opérations qui donnent lieu au transfert de propriété d'un actif fixe (dons pour investissement, indemnités d'assurance dommage, etc.) ou à la remise d'un engagement par le créancier sans que rien ne soit reçu en échange (remises de dettes, pertes sur créances, aides à l'investissement, etc.) ainsi que les acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits.

■ Court terme

Pour les statistiques de balance des paiements, le court terme correspond à une échéance inférieure ou égale à un an (échéance « à l'origine », c'est-à-dire au moment où l'opération financière est engagée, par différence avec la notion d'échéance « résiduelle »).

■ Crédits commerciaux et avances

Les crédits commerciaux et avances recouvrent les financements accordés par les entreprises résidentes à des clients non-résidents (avoirs) ou par les non-résidents à des entreprises résidentes (engagements), quelle que soit l'échéance de ces crédits, ainsi que les avances payées à la commande. Les crédits commerciaux et avances surviennent lorsque le paiement des biens et services n'est pas effectué en même temps que le transfert de propriété d'un bien ou la fourniture d'un service. Les crédits commerciaux entre sociétés ayant une relation d'investissement direct figurent à la rubrique « Investissements directs » ; les autres crédits commerciaux sont enregistrés sous la rubrique « Autres investissements ».

■ Crédit intérieur

Le crédit intérieur est constitué de l'ensemble des créances détenues par le système bancaire sur l'Etat (position nette du Gouvernement) et les unités institutionnelles résidentes privées (crédit à l'économie).

D

■ Dette extérieure

C'est l'ensemble des passifs sous forme de dette des résidents d'une économie envers des non-résidents. La dette extérieure brute se compose des seuls passifs financiers vis-à-vis des non-résidents en instruments de dette (titres du marché monétaire, obligations, emprunts), ce qui exclut notamment les actions et les instruments financiers dérivés. On soustrait de la dette extérieure brute les actifs financiers des résidents pour calculer la dette extérieure nette, qui se compose des positions nettes en instruments de dette.

■ Dette intérieure

Elle est composée des dettes contractées par les unités institutionnelles résidentes auprès d'acteurs résidents dans le pays.

■ Droits de tirage spéciaux (DTS)

Les DTS sont des avoirs de réserve internationaux créés par le FMI et alloués à ses pays membres pour compléter les réserves officielles dont ils disposent déjà. Le DTS est constitué d'un panier de devises librement utilisables (dollar américain, euro, livre sterling et yen). Depuis le 1^{er} octobre 2016, la monnaie chinoise, le renminbi (RMB) ou yuan, a été incluse dans les DTS.

E

■ Envois de fonds des travailleurs

Les envois de fonds des travailleurs reprennent les montants transférés au Burkina Faso par des travailleurs non-résidents et vice versa. Les envois de fonds des travailleurs figurent dans la rubrique « Revenus secondaires ».

■ Erreurs et omissions

En principe, les comptes de la balance des paiements sont équilibrés, mais, dans la pratique, des déséquilibres sont causés par les imperfections des données-source et des méthodes d'établissement des statistiques. Calculés par soustraction, les erreurs et omissions sont par construction égales à la différence entre le solde du compte financier d'une part, la somme des soldes du compte de capital et du compte de transactions courantes d'autre part.

I

■ Indices BRVM 10 et BRVM Composite

L'indice BRVM 10 est composé des dix valeurs les plus actives du marché. Il est révisé trimestriellement.

L'indice BRVM Composite regroupe toutes les valeurs cotées, y compris celles du BRVM 10. Un indice boursier est une mesure statistique calculée par le regroupement des valeurs des titres de plusieurs sociétés cotées.

■ Intérêt

Les intérêts constituent une forme de revenu de la propriété que reçoivent les propriétaires de certains actifs financiers (dépôts, titres autres que les actions, crédits, autres comptes à recevoir). Ils s'enregistrent sur la base des « droits constatés ».

■ Investissement de Portefeuille

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations sur titres négociables entre résidents et non-résidents (achats à l'émission, négociations et remboursements), à l'exception des

opérations comprises au sein des investissements directs, des avoirs de réserve et des instruments financiers dérivés. Ils sont détenus sous forme de titres de participation et de titres de créance à long et à court terme.

■ **Investissements directs**

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs résidant dans une économie afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise résidant dans une autre économie et de détenir ou de liquider une influence dans sa gestion.

■ **ISBLSM**

L'ISBLSM est un sigle signifiant en économie (plus particulièrement pour la comptabilité nationale) Institution sans but lucratif au service des ménages.

L

■ **Long terme**

Pour les statistiques de balance des paiements, le long terme correspond à une échéance initiale supérieure à un an.

M

■ **Masse monétaire**

La masse monétaire correspond à la quantité de monnaie circulant dans une économie. Elle est composée de la circulation fiduciaire (billets et pièces en circulation) et des dépôts (dépôts à vue, et autres dépôts ou instruments entrant dans la définition officielle de la monnaie). Les avoirs extérieurs nets et le crédit intérieur constituent sa contrepartie.

R

■ **Résidence**

La résidence de toute unité institutionnelle est le territoire économique avec lequel elle entretient la relation la plus importante; elle peut être exprimée comme le lieu où se trouve le centre d'intérêt économique prédominant, indifféremment de la nationalité.

■ **Revenu d'investissement**

Les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs. Ils sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent (revenus d'investissements directs, revenus d'investissements de portefeuille, revenus des autres investissements et revenus des avoirs de réserve). Les revenus des investissements constituent une rubrique du compte de transactions courantes.

■ **Revenu primaire**

Les revenus primaires représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (rémunérations des salariés), pour la fourniture d'actifs financiers (revenus d'investissement) ou pour la location de ressources naturelles (loyers). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus dans les revenus primaires.

■ **Revenu secondaire**

Les revenus secondaires retracent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Un transfert est une écriture qui correspond à la fourniture d'un bien, d'un service, d'un actif financier ou d'un autre actif non produit sans la contrepartie d'un élément de valeur économique. Les transferts courants sont

tous les transferts qui ne constituent pas des transferts en capital.

S

■ Services

Contrairement aux biens, pour lesquels les activités de production et de commercialisation sont nettement séparées, les échanges de services sont étroitement liés à leur production. Les échanges de services incluent les transports et les voyages.

T

■ Transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, services, revenu primaire et revenu secondaire entre le Burkina Faso et le reste du monde. Son solde est égal à la différence entre les exportations et revenus à recevoir et les importations et revenus à payer par les résidents.

■ Transports

Cette ligne enregistre les transactions déclarées au titre de l'acheminement des marchandises et des transports de passagers, les frais associés à l'exception de l'avitaillement et une estimation de la part des frais d'expédition contenus dans les transactions de marchandises. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées sous la ligne « voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par les non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par les résidents sont inclus dans les voyages.

V

■ Voyages

La rubrique « Voyages » retrace les dépenses des personnes physiques lors de leurs déplacements à l'étranger. Au crédit, figurent l'ensemble des dépenses au Burkina Faso des personnes physiques non-résidentes effectuées au titre de leurs frais de séjour de durée inférieure à un an ainsi que les frais engagés au titre des services personnels (de santé, de scolarité, etc.) acquis auprès des résidents. Au débit, figurent les dépenses de même nature effectuées à l'étranger par des résidents. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées dans la ligne « Voyages », mais avec les services de transport.

U

■ Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

L'UEMOA compte 8 pays membres : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

■ Union Européenne (UE)

L'Union européenne compte actuellement 28 pays (Etats membres) : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni (qui a exprimé son intention de se retirer, à la suite du vote en faveur du BREXIT), la Slovaquie, la Slovénie et la Suède.

Z**■ Zone Euro ou Eurozone**

C'est une zone monétaire qui regroupe les pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro (EUR, €) comme monnaie unique. Sur les 28 États membres de l'UE, 19 utilisent l'euro. Ce sont : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, r la Grèce, la Slovénie, Chypre, Malte, la Slovaquie, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.

=====

Annexe 2 : Méthodologie de la sixième édition du manuel de la Balance des Paiements et de la Position extérieure globale dans les pays membres de l'UEMOA

La confection de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des Statuts de la BCEAO. A cet égard, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, qu'elle révisé régulièrement pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

L'élaboration des comptes extérieurs s'appuyait sur un cadre de collecte de données mis en place depuis 1996, suivant la méthodologie du MBP5. Le dispositif de l'Union est basé sur des enquêtes annuelles, complétées par des sources hors enquêtes, dont les résultats sont compilés dans une application informatique dédiée au calcul de la balance des paiements.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008, par le FMI, les Autorités de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont exprimé leur volonté d'engager des actions en vue de l'adoption de cette méthodologie. A cet égard, une note d'orientation a été élaborée et soumise à leur attention en octobre 2010. Cette note décrit notamment les principaux changements à apporter au dispositif régional, assorti d'un chronogramme de travail étalé sur la période 2011 et 2012.

1. RAPPEL DES MOTIVATIONS DE LA REFORTE DU DISPOSITIF SOUS REGIONAL

La refonte du dispositif sous-régional de l'UEMOA est principalement motivée par l'entrée en vigueur de la méthodologie de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, dont l'introduction vise :

- à prendre en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux ;
- au renforcement de l'intégration avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur du MBP5 (SCN2008, MSFM2008, dette extérieure, IDE, dérivés financier, etc.).

Outre les changements induits par l'introduction de la sixième édition du Manuel du FMI, la refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union vise également l'amélioration du cadre de collecte et d'analyse des données, en vue notamment de :

- adapter et renforcer le cadre d'analyse de la ventilation géographique et sectorielle des données ;
- améliorer le cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, en vue d'assurer une meilleure cohérence entre les flux de balance des paiements et les variations de la Position Extérieure Globale ;
- améliorer le champ de couverture des enquêtes pour les balances des paiements nationales et la balance des paiements régionale.

2. DEROULEMENT DES TRAVAUX ET PRINCIPAUX CHANGEMENTS OPERES

2.1 Déroulement des travaux

Les travaux se sont étalés sur la période 2011-2012 selon une approche participative, avec l'implication en amont des Directions Nationales et des Directions des Services Centraux de la Banque, ainsi que

l'appui d'une équipe d'assistance technique du FMI. A cet effet, un Groupe de Travail comprenant toutes les structures internes de la Banque Centrale, impliquées dans les travaux de confection de la balance des paiements a été créé. En outre, les Autorités de la Banque ont sollicité et obtenu du FMI, une mission d'assistance technique pour accompagner la BCEAO dans le passage à l'utilisation de la sixième édition du Manuel du FMI.

Tout au long du processus, les documents produits par le Service de la Balance des Paiements logé au sein de la Direction des Statistiques, qui a assuré le Secrétariat du Groupe Technique, ont été soumis aux différentes parties prenantes, pour prendre en compte leurs observations au fur et à mesure de leur production.

Pour la validation finale du nouveau dispositif, un séminaire regroupant la mission d'assistance technique du FMI et les agents de la BCEAO a été organisé du 16 avril au 3 mai 2012 au Siège de la BCEAO à Dakar.

2.2 Principaux changements opérés

Les principaux changements ci-après ont été opérés en prenant en compte les innovations apportées par le MBP6 et le souci d'amélioration de la qualité des données :

- la prise en compte des précisions et clarifications apportées par le MBP6 ;
- la prise en compte des nouvelles composantes types de la balance des paiements et de la position extérieure dans la définition des rubriques des questionnaires, ainsi que des sources et des méthodes d'estimation des données ;
- la révision du cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, par la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux » ;
- la présentation des rubriques du compte financier en termes de variations nettes d'actifs et de passifs, en lieu et place des flux bruts créditeurs et débiteurs ;
- la révision de la ventilation géographique des données, pour tenir compte du changement de la zone d'ancrage du FCFA depuis la substitution de l'euro au franc français ;
- l'adoption d'une ventilation sectorielle plus détaillée, en vue d'assurer l'analyse des composantes de la balance des paiements par branche d'activité ;
- l'élargissement du champ des entités enquêtées, pour intégrer certaines institutions régionales telles que la BIDC, le FAGACE, la Cour de Justice de la CEDEAO, etc. ;
- l'introduction de questionnaires dédiés à la collecte de données sur les transactions des institutions de l'UEMOA avec les non-résidents de l'Union, pour des fins de compilation de la balance des paiements régionale de l'UEMOA.

3. DESCRIPTION DU NOUVEAU DISPOSITIF

3.1. Nouveau champ des entités enquêtées

Au total, 90 supports de collecte ont été retenus pour l'enquête annuelle de la balance des paiements, contre 54 dans l'ancien dispositif, répartis compte suit :

- des questionnaires destinés aux enquêtes nationales de la balance des paiements, au nombre de 58 contre 43 précédemment, soit 15 nouvelles créations ;

- des états de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions régionales avec les résidents des pays membres, dont le nombre est passé de 11 précédemment à 23 dans le nouveau dispositif ;
- et des questionnaires à adresser aux institutions de l'UEMOA pour leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, au nombre de neuf (9).

3.2. Caractéristiques générales des supports de collecte

Les supports de collecte présentent les caractéristiques ci-après :

- une page de garde, comportant notamment l'identifiant de l'agent économique enquêté, la raison sociale, l'activité principale, l'adresse et les dispositions du Règlement N°09/2010/RC/CM/UEMOA du 1er octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union, régissant la collecte et le traitement des données sur les échanges extérieurs ;
- des rubriques destinées au recueil des données du compte courant, du compte de capital et du compte financier :
 - ◆ une codification des rubriques des supports de collecte suivant la norme SDMX⁹, conforme à celle retenue dans la présentation des composantes du MBP6 ;
 - ◆ une ventilation des données selon trois zones géographiques, à savoir, l'UEMOA, la Zone euro et les Autres pays. La Zone euro remplace la France, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA, depuis la création de l'euro en 1999 ;
 - ◆ les rubriques des comptes de transactions courantes et de capital sont présentées en termes de flux bruts créditeurs et débiteurs comme dans l'ancien dispositif ;
 - ◆ les rubriques d'actifs et passifs financiers continuent d'être collectées sous forme de stocks. La nouveauté concerne le recueil simultané des positions d'ouverture (stock de début de période) et de fermeture (stock de fin de période), accompagnées des « Autres flux » enregistrés au cours de la période.

Une notice technique à l'intention des déclarants, donnant des définitions détaillées sur les rubriques, ainsi qu'un tableau de passage des rubriques du SYSCOA à celles du MBP6, sont joints aux questionnaires pour faciliter le service des rubriques.

Pour toutes les entreprises financières et non financières, le questionnaire de la balance des paiements est accompagné d'un formulaire complémentaire, destiné au recueil des données sur investissements directs étrangers ventilés en « fonds propres » et « instruments de dette », par pays partenaire et par secteur bénéficiaire. Cet outil permet :

- d'assurer une analyse plus complète des IDE ;
- de procéder à la réconciliation des données sur les investissements directs étrangers intra-UEMOA ;
- de répondre à l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs Etrangers (ECID) du FMI, à laquelle les pays de l'UEMOA ont adhéré à compter de 2011.

3.3. Sources de données et méthodologies d'estimation des rubriques

⁹ Statistical Data and Metadata Exchange - Normes ouvertes communes pour l'échange et le partage de données et de métadonnées

Comme indiqué précédemment, en plus des renseignements recueillis à travers les enquêtes, des données hors enquêtes sont également collectées pour améliorer la couverture statistique.

Les sources de données et la liste des méthodologies d'estimation ont été actualisées, pour tenir compte des modifications et précisions apportées sur les concepts de base, ainsi que les introductions de nouvelles rubriques et les reclassifications de certaines transactions.

Un guide méthodologique, décrivant le nouveau dispositif d'élaboration de la balance des paiements dans les Etats membres de l'UEMOA, selon la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale, a été élaboré.

Ce document est publié sur le site internet de la BCEAO à l'adresse <http://www.bceao.int/Guide-methodologique-pour-1.html>. Il expose, en plus du nouveau champ de collecte de données et des questionnaires, une description des sources de données et des notes méthodologiques pour l'estimation des rubriques.

3.4. Application informatique

Une nouvelle application informatique « BPT » dédiée au traitement des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale a été développée au sein de la BCEAO, par la Direction des Systèmes d'Information, en vue notamment de prendre en compte les modifications apportées sur le champ de couverture et la structure des supports de collecte.

Elle est accessible sur le réseau intranet de la BCEAO, avec un compte pour chaque pays membre et pour le Siège, qui élabore la balance régionale.

A côté de cet outil, des applicatifs ont été développés au niveau de la Direction de la Recherche et de la Statistique, pour le dépouillement des données recueillies à l'aide des formulaires complémentaires sur les IDE.

Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)
(En millions de FCFA)

	Postes	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroisse- ments nets de passifs	Solde
1	Compte des transactions courantes	2 127 364	2 656 736	-529 372
1.A	Biens et services	1 628 743	2 230 209	-601 466
1.A.a	Biens	1 397 694	1 540 420	-142 726
1.A.a.1	Marchandises générales	517 639	1 540 420	-1 022 781
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	19 950	0	19 950
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 240	0	4 240
1.A.a.3	Or non monétaire	875 815	0	875 815
1.A.b	Services	231 049	689 790	-458 740
1.A.b.3	Transport	33 782	317 700	-283 918
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	6 563	264 389	-257 825
1.A.b.4	Voyage	64 688	60 913	3 775
1.A.b.0	Autres services	132 580	311 177	-178 598
1.B	Revenu primaire	94 233	293 711	-199 478
1.B.1	Revenus des salariés	16 098	23 958	-7 861
1.B.2	Revenus des investissements	76 385	266 152	-189 767
1.B.3	Autres revenus primaires	1 750	3 600	-1 850
1.C	Revenu secondaire	404 388	132 816	271 572
1.C.1	Administrations publiques	162 429	16 558	145 871
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	124 830	0	124 830
1.C.2	Autres secteurs	241 959	116 258	125 701
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	211 510	82 914	128 596
2	Compte de capital	153 980	206	153 774
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	147	0	147
2.2	Transfert en capital	153 833	206	153 627
2.2.1	Administrations publiques	105 211	0	105 211
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	48 622	206	48 416
3	Compte financier	1 796 892	2 093 300	-296 408
3.1	Investissements directs	8 339	137 103	-128 764
3.2	Investissements de portefeuille	382 845	146 269	236 576
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	1 485 518	1 978 534	-493 016
3.5	Avoirs de réserves	13 907	0	13 907
6	Erreurs et omissions nettes	-390 735	-395 036	4 301

Source : BCEAO

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)
(En millions de FCFA)

	Postes	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	2 127 364	2 656 736	-529 372
1.A	Biens et services	1 628 743	2 230 209	-601 466
1.A.a	Biens	1 397 694	1 540 420	-142 726
1.A.a.1	Marchandises générales	517 639	1 540 420	-1 022 781
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	19 950	0	19 950
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 240	0	4 240
1.A.a.3	Or non monétaire	875 815	0	875 815
1.A.b	Services	231 049	689 790	-458 740
1.A.b.3	Transport	33 782	317 700	-283 918
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	6 563	264 389	-257 825
1.A.b.4	Voyage	64 688	60 913	3 775
1.A.b.0	Autres services	132 580	311 177	-178 598
1.B	Revenu primaire	94 233	293 711	-199 478
1.B.1	Revenus des salariés	16 098	23 958	-7 861
1.B.2	Revenus des investissements	76 385	266 152	-189 767
1.B.3	Autres revenus primaires	1 750	3 600	-1 850
1.C	Revenu secondaire	404 388	132 816	271 572
1.C.1	Administrations publiques	162 429	16 558	145 871
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	124 830	0	124 830
1.C.2	Autres secteurs	241 959	116 258	125 701
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	211 510	82 914	128 596
2	Compte de capital	153 980	206	153 774
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	147	0	147
2.2	Transfert en capital	153 833	206	153 627
2.2.1	Administrations publiques	105 211	0	105 211
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	48 622	206	48 416
3	Compte financier	1 576 321	2 231 189	-654 867
3.1	Investissements directs	8 339	137 103	-128 764
3.2	Investissements de portefeuille	19 105	22 086	-2 981
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	1 548 878	2 072 000	-523 122
3.4.0.3	Administration publique	22	89 201	-89 179
3.4.0.4	Autres secteurs	1 548 856	1 982 799	-433 943
6	Erreurs et omissions nettes	-390 735	-395 036	4 301
7	Solde global	314 287	30 717	283 570
8	Avoirs et engagements extérieurs	-314 287	-30 717	-283 570
8.1	Banque centrale	-13 907	-22 114	8 207
8.2	Autres institutions de dépôts	-300 380	-8 603	-291 777

Source : BCEAO

Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 1/3
(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	2 133 364	2 662 736	-529 372
1.A	. - - Biens et services	1 634 743	2 236 209	-601 466
1.A.a	. - - - Biens	1 397 694	1 540 420	-142 726
1.A.a.1	. - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	517 639	1 540 420	-1 022 781
1.A.a.1.1	. - - - - - Dont : Réexportations	19 950	0	19 950
1.A.a.2	. - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	4 240	0	4 240
1.A.a.2.1	. - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-387	0	-387
1.A.a.2.2	. - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	4 627	0	4 627
1.A.a.3	. - - - - Or non monétaire	875 815	0	875 815
1.A.b	. - - - Services	237 049	695 790	-458 740
1.A.b.1	. - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	157	2 641	-2 484
1.A.b.2	. - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	602	24 541	-23 939
1.A.b.3	. - - - - Transport	33 782	317 700	-283 918
1.A.b.3.0.2	. - - - - - Fret	6 563	264 389	-257 825
1.A.b.4	. - - - - Voyages	70 688	66 913	3 775
1.A.b.5	. - - - - Travaux de construction	45 712	34 726	10 986
1.A.b.6	. - - - - Services d'assurance et de retraite	2 912	70 514	-67 602
1.A.b.7	. - - - - Services financiers	39 628	57 461	-17 833
1.A.b.8	. - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	421	138	283
1.A.b.9	. - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	25 334	48 276	-22 943
1.A.b.10	. - - - - Autres services aux entreprises	4 711	66 403	-61 692
1.A.b.11	. - - - - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	124	-124
1.A.b.12	. - - - - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	13 103	6 352	6 751
1.B	. - - Revenu primaire	94 233	293 711	-199 478
1.B.1	. - - - Rémunération des salariés	16 098	23 958	-7 861
1.B.2	. - - - Revenus des investissements	76 385	266 152	-189 767
1.B.2.1	. - - - - Investissements directs	6 075	223 553	-217 479
1.B.2.1.1	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	5 236	197 991	-192 755
1.B.2.1.2	. - - - - - Intérêts	839	25 562	-24 723
1.B.2.2	. - - - - Investissements de portefeuille	48 411	9 418	38 993
1.B.2.2.1	. - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de p	2 101	1 898	203
1.B.2.2.2	. - - - - - Intérêts	46 310	7 520	38 790
1.B.2.3	. - - - - Autres investissements	21 899	33 181	-11 282
1.B.2.3.1	. - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	. - - - - - Intérêts	21 899	33 181	-11 282
1.B.2.4	. - - - - Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	. - - - - - Intérêts	0	0	0
1.B.3	. - - - Autre revenu primaire	1 750	3 600	-1 850
1.C	. - - Revenu secondaire	404 388	132 816	271 572
1.C.1	. - - - Administrations publiques	162 429	16 558	145 871
1.C.1.1	. - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	21 864	0	21 864
1.C.1.2	. - - - - Cotisations sociales	0	220	-220
1.C.1.3	. - - - - Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	. - - - - Coopération internationale courante	140 083	16 338	123 745
1.C.1.5	. - - - - Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	482	0	482
1.C.1.5.1	. - - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	. - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	241 959	116 258	125 701
1.C.2.1	. - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	211 510	82 914	128 596
1.C.2.1.1	. - - - - - Envois de fonds des travailleurs	211 510	82 914	128 596
1.C.2.2	. - - - - Autres transferts courants	30 449	33 344	-2 895
1.C.2.0.1	. - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	125	0	125
1.C.2.0.2	. - - - - - Cotisations sociales	107	752	-645
1.C.2.0.3	. - - - - - Prestations sociales	3 186	265	2 921
1.C.2.0.4	. - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	547	8 140	-7 593
1.C.2.0.5	. - - - - - Indemnités d'assurance dommage	2 615	227	2 388
1.C.2.0.6	. - - - - - Coopération internationale courante	19 533	125	19 408
1.C.2.0.7	. - - - - - Transferts courants divers	4 336	23 835	-19 499
1.C.2.0.7.1	. - - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	. - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
2.	Compte de capital	153 980	206	153 774
2.1	. - - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	147	0	147
2.2	. - - Transferts de capital	153 833	206	153 627
2.2.1	. - - - Administration publique	105 211	0	105 211
2.2.1.1	. - - - - Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	. - - - - Autres transferts de capital	105 211	0	105 211
2.2.2	. - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	48 622	206	48 416
2.2.2.1	. - - - - Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	. - - - - Autres transferts de capital	48 622	206	48 416
4.	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	2 287 343	2 662 942	-375 598

Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 2/3

3.	Compte financier	1 890 609	2 261 906	-371 297
5.	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	1 890 609	2 261 906	-371 297
3.1	Investissement direct	8 339	137 103	-128 764
3.1.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	5 377	63 669	-58 292
3.1.1.1	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	1 955	16 886	-14 931
3.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	8 264	17 345	-9 081
3.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement)	2 683	4 351	-1 668
3.1.1.1.3	Entre entreprises soeurs	-8 992	-4 810	-4 182
3.1.1.2	Réinvestissement des bénéficiaires	3 422	46 783	-43 361
3.1.2	Instruments de dette	2 962	73 434	-70 472
3.1.2.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	2 583	58 347	-55 764
3.1.2.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement)	-1 684	2 542	-4 226
3.1.2.3	Entre entreprises soeurs	2 063	12 545	-10 482
3.2	Investissements de portefeuille	382 845	146 269	236 576
3.2.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	10 189	2 071	8 118
3.2.1.1	Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.1.4	Autres secteurs	10 189	2 071	8 118
3.2.1.4.1	Autres sociétés financières	719	0	719
3.2.1.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	9 470	2 071	7 399
3.2.2	Titres de créance	372 656	144 198	228 458
3.2.2.1	Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	À long terme	0	0	0
3.2.2.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	363 740	124 183	239 557
3.2.2.2.1	À court terme	127 309	124 183	3 126
3.2.2.2.2	À long terme	236 431	0	236 431
3.2.2.3	Administrations publiques	0	13 970	-13 970
3.2.2.3.1	À court terme	0	9 081	-9 081
3.2.2.3.2	À long terme	0	4 889	-4 889
3.2.2.4	Autres secteurs	8 916	6 045	2 871
3.2.2.4.0.1	À court terme	-22 634	155 935	-178 569
3.2.2.4.0.2	À long terme	31 550	-149 890	181 440
3.2.2.4.1	Autres sociétés financières	12	0	12
3.2.2.4.1.1	À court terme	113	0	113
3.2.2.4.1.2	À long terme	-101	0	-101
3.2.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	8 904	6 045	2 859
3.2.2.4.2.1	À court terme	-22 747	155 935	-178 682
3.2.2.4.2.2	À long terme	31 651	-149 890	181 541
3.3	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.3.1	Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	Dérivés financiers (autres que réserves)	0	1 130	-1 130
3.3.0.1.1	Options	0	0	0
3.3.0.1.2	Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	Autres investissements	1 485 518	1 978 534	-493 016
3.4.1	Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	1 814	-78 965	80 779
3.4.2.1	Banque centrale	0	1 292	-1 292
3.4.2.1.1	À court terme	0	1 292	-1 292
3.4.2.1.2	À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	À long terme	0	0	0
3.4.2.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-35 492	-80 257	44 765
3.4.2.2.0.1	Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	À court terme	-35 492	-80 158	44 666
3.4.2.2.2	À long terme	0	-99	99
3.4.2.3	Administrations publiques	22	0	22
3.4.2.3.1	À court terme	22	0	22
3.4.2.3.2	À long terme	0	0	0
3.4.2.4	Autres secteurs	37 284	0	37 284
3.4.2.4.0.1	À court terme	28 932	0	28 932
3.4.2.4.0.2	À long terme	8 352	0	8 352
3.4.2.4.1	Autres sociétés financières	1	0	1
3.4.2.4.1.1	À court terme	1	0	1
3.4.2.4.1.2	À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	37 283	0	37 283
3.4.2.4.2.1	À court terme	28 931	0	28 931
3.4.2.4.2.2	À long terme	8 352	0	8 352

Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 3/3

3.4.3	Prêts	-50 796	142 963	-193 759
3.4.3.1	Banque centrale	0	6 965	-6 965
3.4.3.1.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	6 965	-6 965
3.4.3.1.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-27 996	-35 357	7 361
3.4.3.2.1	À court terme	9 599	359	9 240
3.4.3.2.2	À long terme	-37 595	-35 716	-1 879
3.4.3.3	Administrations publiques	0	89 201	-89 201
3.4.3.3.1	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	Autres à long terme	0	89 201	-89 201
3.4.3.4	Autres secteurs	-22 800	82 154	-104 954
3.4.3.4.0.1	À court terme	1 531	-176 570	178 101
3.4.3.4.0.2	À long terme	-24 331	258 724	-283 055
3.4.3.4.1	Autres sociétés financières	0	-3	3
3.4.3.4.1.1	À court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	À long terme	0	-3	3
3.4.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-22 800	82 157	-104 957
3.4.3.4.2.1	À court terme	1 531	-176 570	178 101
3.4.3.4.2.2	À long terme	-24 331	258 727	-283 058
3.4.4	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	1 279	1	1 278
3.4.4.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	Autres secteurs	1 279	1	1 278
3.4.4.4.1	Autres sociétés financières	1 279	1	1 278
3.4.4.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.5	Crédits commerciaux et avances	917 664	1 439 942	-522 278
3.4.5.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	À long terme	0	0	0
3.4.5.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	À long terme	0	0	0
3.4.5.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	À long terme	0	0	0
3.4.5.4	Autres secteurs	917 664	1 439 942	-522 278
3.4.5.4.0.1	À court terme	553 297	405 082	148 215
3.4.5.4.0.2	À long terme	364 367	1 034 860	-670 493
3.4.5.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.5.4.1.1	À court terme	0	0	0
3.4.5.4.1.2	À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	917 664	1 439 942	-522 278
3.4.5.4.2.1	À court terme	553 297	405 082	148 215
3.4.5.4.2.2	À long terme	364 367	1 034 860	-670 493
3.4.6	Autres comptes à recevoir/à payer	615 557	474 593	140 964
3.4.6.1	Banque centrale	0	13 858	-13 858
3.4.6.1.1	À court terme	0	13 858	-13 858
3.4.6.1.2	À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	À long terme	0	0	0
3.4.6.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	128	34	94
3.4.6.2.1	À court terme	128	34	94
3.4.6.2.2	À long terme	0	0	0
3.4.6.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	À long terme	0	0	0
3.4.6.4	Autres secteurs	615 429	460 702	154 728
3.4.6.4.0.1	À court terme	229 989	259 219	-29 230
3.4.6.4.0.2	À long terme	385 440	201 483	183 957
3.4.6.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.6.4.1.1	À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	615 429	460 702	154 728
3.4.6.4.2.1	À court terme	229 989	259 219	-29 230
3.4.6.4.2.2	À long terme	385 440	201 483	183 957
3.4.7	Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.5	Avoirs de réserve	13 907	0	13 907
3.5.1	Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	Or métal	0	0	0
3.5.1.2	Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	Droits de tirage spéciaux	-8 659	0	-8 659
3.5.3	Position de réserve au FMI	-1 919	0	-1 919
3.5.4	Autres avoirs de réserve	24 485	0	24 485
3.5.4.1	Monnaie fiduciaire et dépôts	24 485	0	24 485
3.5.4.1.1	Créances sur les autorités monétaires	1 808	0	1 808
3.5.4.1.2	Créances sur d'autres entités	22 677	0	22 677
3.5.4.2	Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	Autres créances	0	0	0
6.	Erreurs et omissions nettes	-396 735	-401 036	4 301

Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions
(En millions de FCFA)

	Postes	2011	2012	2013	2014	2015
1	Compte des transactions courantes	-75 585	-82 860	-664 564	-493 237	-529 372
1.A	Biens et services	-328 903	-299 082	-788 236	-551 808	-601 466
1.A.a	Biens	14 173	108 482	-328 836	-128 639	-142 726
1.A.a.1	Marchandises générales	-840 431	-1 056 536	-1 156 630	-932 356	-1 022 781
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	12 469	35 988	57 039	68 070	19 950
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	2 437	2 863	3 318	3 711	4 240
1.A.a.3	Or non monétaire	852 167	1 162 155	824 476	800 006	875 815
1.A.b	Services	-343 076	-407 564	-459 401	-423 169	-458 740
1.A.b.3	Transport	-202 175	-240 500	-299 701	-262 299	-283 918
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-193 136	-226 795	-287 142	-246 383	-257 825
1.A.b.4	Voyage	1 648	3 732	4 326	1 327	3 775
1.A.b.0	Autres services	-142 549	-170 796	-164 026	-162 197	-178 598
1.B	Revenu primaire	-3 718	-39 056	-93 250	-177 518	-199 478
1.B.1	Revenus des salariés	-1 499	-15 365	-13 639	-7 002	-7 861
1.B.2	Revenus des investissements	-2 219	-23 691	-77 756	-168 776	-189 767
1.B.3	Autres revenus primaires	0	0	-1 855	-1 739	-1 850
1.C	Revenu secondaire	257 036	255 278	216 922	236 088	271 572
1.C.1	Administrations publiques	191 183	179 531	128 174	114 318	145 871
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires reçues</i>	180 570	165 892	119 100	98 936	124 830
1.C.2	Autres secteurs	65 853	75 747	88 749	121 770	125 701
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs reçus</i>	96 420	99 294	144 282	123 407	128 596
2	Compte de capital	91 070	137 779	238 412	200 189	153 774
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	59	75	-216	35	147
2.2	Transfert en capital	91 011	137 704	238 628	200 154	153 627
2.2.1	Administrations publiques	73 100	111 609	205 200	157 510	105 211
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	17 911	26 095	33 428	42 644	48 416
3	Compte financier	-32 911	61 698	-282 935	-163 492	-654 867
3.1	Investissements directs	-19 544	-130 869	-213 412	-141 639	-128 764
3.2	Investissements de portefeuille	-9 670	-16 651	-6 917	86 180	-2 981
3.3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0
3.4	Autres investissements	-3 697	209 218	-62 605	-108 033	-523 122
3.4.0.3	Administration publique	-111 124	-85 116	-35 516	-50 685	-89 179
3.4.0.4	Autres secteurs	107 427	294 334	-27 090	-57 348	-433 943
6	Erreurs et omissions nettes	-4 274	3 408	-3 800	-3 360	4 301
7	Solde global	44 122	-3 371	-147 018	-132 916	283 570
8	Avoirs et engagements extérieurs	-44 122	3 371	147 018	132 916	-283 570
8.1	Banque centrale	22 760	41 442	193 296	143 872	8 207

Source : BCEAO

Annexe 7 : Compte de transactions courantes*(En millions de FCFA)*

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Biens et services	-328 903	-299 082	-788 236	-551 808	-601 466
Biens	14 173	108 482	-328 836	-128 639	-142 726
Services	-343 076	-407 564	-459 401	-423 169	-458 740
Revenus primaires	-3 718	-39 056	-93 250	-177 518	-199 478
Revenus secondaires	257 036	255 278	216 922	236 088	271 572
Solde du compte courant	-75 585	-82 860	-664 564	-493 237	-529 372
Solde du compte courant (hors dons) (%)	-7,0	-6,3	-15,7	-12,4	-13,2
Solde du compte courant (hors dons officiels) (%)	-5,1	-4,5	-13,3	-9,5	-10,0
PIB Nominal	5 060 321	5 700 577	5 902 895	6 204 476	6 564 778
Solde courant (en % du PIB)	-1,5	-1,5	-11,3	-7,9	-8,1

Source : BCEAO

Annexe 8 : Compte de biens et services*(En millions de FCFA)*

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Exportations de biens et services	1 328 100	1 679 153	1 530 648	1 586 066	1 634 743
Importations de biens et services	1 657 003	1 978 235	2 318 884	2 137 874	2 236 209
Balance commerciale de biens et services	-328 903	-299 082	-788 236	-551 808	-601 466
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	80,2	84,9	66,0	74,2	73,1
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	29,5	33,4	33,1	30,0	29,5

Source : BCEAO

Annexe 9 : Compte de biens*(En millions de FCFA)*

Postes	2011	2012	2012	2014	2014
Exportations de biens	1 131 982	1 464 326	1 315 325	1 362 294	1 397 694
Importations de biens	1 117 809	1 355 844	1 644 161	1 490 933	1 540 420
Balance commerciale de biens	14 173	108 482	-328 836	-128 639	-142 726
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	101,3	108,0	80,0	91,4	90,7
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	22,2	24,7	25,1	23,0	22,4

Source : BCEAO

Annexe 10 : Evolution des exportations de biens*(En millions de FCFA)*

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	277 378	299 308	487 531	558 577	517 639
<i>Dont réexportations</i>	12 469	35 988	57 039	68 070	19 950
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	2 437	2 863	3 318	3 711	4 240
Or non monétaire	852 167	1 162 155	824 476	800 006	875 815
Total exportations de biens	1 131 982	1 464 326	1 315 325	1 362 294	1 397 695

Source : BCEAO

Annexe 11 : Exportations par principaux produits*(En millions de FCFA)*

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Or non monétaire	852 167	1 162 155	824 476	800 006	875 815
Coton en masse	130 092	167 154	215 286	236 975	213 434
Graines de sésame	26 799	14 897	79 629	66 365	99 875
Fruits et légumes	10 450	16 730	25 736	21 320	51 573
Amande de karité	35 584	24 364	28 000	43 067	32 699
Total exportations de biens	1 131 982	1 464 326	1 315 325	1 362 294	1 397 695

Source : BCEAO

Annexe 12 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2011	2012	2013	2014	2015
EUROPE	858 531	804 543	746 169	827 615	759 761
UNION EUROPEENNE	89 540	76 596	71 250	100 928	87 818
ZONE EURO					
France	30 457	33 506	31 326	46 797	38 706
Allemagne	1 944	1 910	3 731	3 114	4 039
Italie	2 214	790	1 280	1 541	446
Royaume-Uni	10 181	17 653	4 294	23 982	18 512
AUTRES PAYS D'EUROPE					
Suisse	762 124	716 784	683 170	701 134	651 357
AFRIQUE	204 494	211 115	221 154	242 594	225 408
UEMOA	65 098	63 914	97 042	89 003	93 092
Bénin	5 372	3 599	2 993	14 924	5 133
Côte d'Ivoire	16 752	19 149	21 582	16 231	14 351
Guinée-Bissau	185	0	24	0	0
Mali	24 342	27 143	47 896	35 019	26 042
Niger	11 882	7 327	13 605	17 326	20 380
Sénégal	2 840	3 510	4 207	495	3 478
Togo	3 726	3 186	6 733	5 008	23 710
CEDEAO (hors UEMOA)	25 738	25 015	38 976	47 138	46 248
Nigeria	403	613	612	1 636	286
Ghana	23 483	20 659	25 080	29 638	31 688
Guinée Conakry	1 406	555	749	1 494	1 061
AMERIQUE	7 052	18 999	5 202	4 372	8 305
USA	4 141	15 586	2 151	3 163	1 022
Canada	2 804	3 395	2 930	739	7 146
ASIE	58 218	112 686	246 930	221 011	331 816
Singapour	43 977	54 849	75 725	87 167	128 970
Chine	2 172	34 413	67 440	15 004	38 246
Japon	1 140	964	27 780	14 336	9 336
Inde	4 410	3 778	3 196	15 719	132 437
Autres pays	3 687	316 985	95 870	66 702	72 405
TOTAL	1 131 982	1 464 326	1 315 325	1 362 294	1 397 695

Sources: BCEAO, INSD

Annexe 13 : Evolution des importations de biens*(En millions de FCFA)*

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	1 117 809	1 355 844	1 644 161	1 490 933	1 540 420
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total importations de biens	1 117 809	1 355 844	1 644 161	1 490 933	1 540 420
Importations de biens / PIB	22,0	22,9	26,0	24,0	23,5

Source : BCEAO

Annexe 14 : Importations par principaux produits*(En millions de FCFA)*

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Biens d'équipement	316 812	490 925	570 467	359 394	478 405
Produits énergétiques	321 022	472 390	554 585	521 310	454 656
Matières premières	183 146	263 108	295 918	278 363	281 563
Produits alimentaires	145 706	184 457	213 232	195 928	207 480
Produits chimiques	123 617	141 561	209 974	176 218	183 546
Produits divers	206 184	271 552	312 221	239 168	245 817
Total importations de biens CAF	1 296 487	1 823 994	2 156 397	1 770 381	1 821 729
Total importations de biens FOB (après ajustement)	1 117 809	1 355 844	1 644 161	1 490 933	1 540 420

Source : BCEAO

Annexe 15 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2015*(En millions de FCFA)*

		Importateurs								UEMOA
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Exportateurs	Bénin	0,0	3 636,5	7 491,3	10,9	34 652,2	63 780,0	885,7	11 988,0	122 444,6
	Burkina	5 132,5	0,0	14 350,5	0,0	26 041,9	20 379,9	3 477,8	23 709,6	93 092,3
	Côte d'Ivoire	40 914,8	316 216,6	0,0	459,0	278 503,3	54 835,3	75 579,6	146 507,0	913 015,6
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 770,3	0,0	3 770,3
	Mali	8 648,6	44 467,3	90 694,2	124,3	0,0	10 905,0	92 067,8	10 071,8	256 978,9
	Niger	17 202,9	18 545,4	7 678,0	0,0	27 554,6	0,0	787,6	3 425,2	75 193,8
	Sénégal	14 943,3	27 073,6	77 971,4	48 159,7	260 015,0	15 270,4	0,0	18 180,8	461 614,1
	Togo	114 736,9	86 160,7	27 100,5	1 277,5	27 676,9	44 439,6	8 593,6	0,0	309 985,8
	UEMOA	201 579,0	496 100,1	225 286,0	50 031,3	654 444,0	209 610,2	185 162,5	213 882,4	2 236 095,4

Source : BCEAO

Annexe 16 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2011	2012	2013	2014	2015
EUROPE	464 415	644 486	768 872	589 347	681 263
UNION EUROPEENNE	421 341	572 815	728 672	578 812	606 283
France	146 521	152 841	184 717	184 603	161 004
Allemagne	53 800	61 498	77 256	49 477	51 151
Italie	16 120	26 639	29 689	23 083	40 109
Pays-Bas	56 004	54 744	184 553	131 181	141 774
Belgique	23 088	33 712	61 931	36 182	54 674
Royaume-Uni	55 292	144 891	76 426	59 681	31 221
AUTRES PAYS D'EUROPE	53 796	53 797	53 797	55 861	
Suisse	2 280	10 905	4 384	9 244	3 565
AFRIQUE	392 961	509 385	731 242	786 187	564 578
UEMOA	245 086	342 180	559 773	671 737	496 100
Bénin	17 075	5 006	4 315	4 091	3 636
Côte d'Ivoire	135 298	151 476	329 435	359 850	316 217
Guinée-Bissau	0	0	0	4	0
Mali	24 244	52 952	42 299	70 386	44 467
Niger	2 430	7 896	55 695	99 048	18 545
Sénégal	20 819	37 752	33 378	33 618	27 074
Togo	45 220	87 098	94 651	104 741	86 161
CEDEAO (hors UEMOA)	87 207	87 993	91 795	89 652	90 411
Nigeria	55 029	37 710	12 644	12 440	7 279
Ghana	31 918	49 874	64 162	62 949	67 659
Guinée Conakry	140	272	213	176	158
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	60 669	64 779	64 779	82 534	106 571
AMERIQUE	108 170	226 462	214 714	114 758	188 938
USA	63 363	127 072	133 734	74 054	120 762
Canada	16 294	22 849	51 915	14 359	14 278
ASIE	301 877	398 468	437 168	271 593	380 673
Chine	117 427	161 604	209 570	209 008	221 431
Japon	41 578	52 194	60 448	40 568	46 640
Inde	44 366	62 841	100 794	69 932	61 909
Pakistan	8 435	996	4 674	6 850	4 083
Emirats arabes unis	2 349	5 269	8 831	7 954	5 903
Thaïlande	19 773	20 551	19 764	31 108	37 023
Autres pays	29 065	45 191	4 400	8 496	6 278
TOTAL	1 296 487	1 823 994	2 156 397	1 770 381	1 821 729

Sources: BCEAO, INSD

Annexe 17 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Transport	-202 175	-240 500	-299 701	-262 299	-283 918
<i>Dont fret</i>	-193 136	-226 795	-287 142	-246 383	-257 825
Voyage	1 648	3 732	4 326	1 327	3 775
Autres services	-142 549	-170 796	-164 026	-162 197	-178 598
Total services nets	-343 076	-407 564	-459 401	-423 169	-458 740

Source : BCEAO

Annexe 18 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2015

(En millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 289,4	1 816,1	103,0	911,3	1 870,9	3 002,2	7 898,8	19 891,7
	Burkina	14 297,5		4 181,1	172,4	2 802,5	2 552,2	3 359,4	7 396,5	34 761,6
	Côte d'Ivoire	13 837,4	13 921,2		57,3	4 625,1	2 662,5	5 539,8	8 251,0	48 894,3
	Guinée-Bissau	115,0	239,5	132,3		274,4	10,9	2 800,9	0,0	3 573,0
	Mali	3 313,1	10 817,6	5 622,7	609,7		3 224,7	4 443,6	3 028,6	31 060,1
	Niger	3 585,9	2 030,2	2 974,0	21,1	74,5		4 199,3	5 101,0	17 986,0
	Sénégal	2 043,3	4 189,3	1 702,8	1 305,3	5 173,8	1 702,8		681,1	16 798,4
	Togo	22 361,3	3 337,2	1 523,6	69,5	578,1	1 273,6	4 446,7		33 590,1
	UEMOA	59 553,7	38 824,4	17 952,6	2 338,4	14 439,6	13 297,6	27 791,9	32 357,0	206 555,2

Source : BCEAO

Annexe 19 : Evolution du compte du revenu primaire

(En millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Rémunérations des salariés	-1 499	-15 365	-13 639	-7 002	-7 861
Revenus des investissements	-2 219	-23 691	-77 756	-168 776	-189 767
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-12 388	-12 992	-12 820	14 699	-15 874
Autres revenus primaires	0	0	-1 855	-1 739	-1 850
Revenu primaire net	-3 718	-39 056	-93 250	-177 518	-199 478

Source : BCEAO

Annexe 20 : Evolution du compte du revenu secondaire

(En millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Administration publique	191 183	179 531	128 174	114 318	145 871
<i>Dont aide budgétaire reçue</i>	180 570	165 892	119 100	98 936	124 830
Autres secteurs	65 853	75 747	88 749	121 770	125 701
<i>Dont envois de fonds des travailleurs reçus</i>	96 420	99 294	144 282	179 699	211 510
Revenu secondaire net	257 036	255 278	216 922	236 088	271 572

Source : BCEAO

Annexe 21 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2015

(En millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 669,2	6 773,8	8,0	5 414,0	1 568,1	4 786,3	4 708,6	24 927,9
	Burkina	2 988,9		10 090,6	21,0	25 379,4	1 087,3	11 044,8	4 159,5	54 771,6
	Côte d'Ivoire	5 892,2	15 019,5		56,6	66 991,7	4 846,1	23 231,3	6 642,7	122 680,1
	Guinée-Bissau	173,5	12,4	121,8		1 198,5	203,8	7 918,9	189,8	9 818,6
	Mali	2 250,5	1 547,6	6 618,4	43,7		3 350,5	9 338,6	5 692,7	28 842,1
	Niger	2 261,6	1 352,2	4 382,8	154,4	9 072,5		4 281,6	6 247,5	27 752,6
	Sénégal	2 125,0	2 334,2	7 269,1	4 348,7	21 564,5	6 275,5		2 874,4	46 791,4
	Togo	2 879,8	1 774,5	6 694,3	6,9	2 461,4	3 529,7	4 479,5		21 916,5
	UEMOA	18 571,5	23 709,4	41 950,9	4 639,3	132 082,0	20 861,1	65 081,0	30 515,2	337 410,4

Source : BCEAO

Annexe 22 : Evolution du compte de capital

(En millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers	59	75	-216	35	147
Transferts de capital	91 011	137 704	238 628	200 154	153 627
Administration publique	73 100	111 609	205 200	157 510	105 211
dont dons projets	73 100	111 609	205 200	157 510	105 211
Autres secteurs	17 911	26 095	33 428	42 644	48 416
Solde du compte de capital	91 070	137 779	238 412	200 189	153 774

Source : BCEAO

Annexe 23 : Evolution du compte financier¹⁰

(En millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Investissements directs	-19 544	-130 869	-213 412	-141 639	-128 764
Investissements de portefeuille	-9 670	-16 651	-6 917	86 180	-2 981
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	-3 697	209 218	-62 605	-108 033	-523 122
Solde du compte financier	-32 911	61 698	-282 935	-163 933	-654 867

Source : BCEAO

10 Les données analysées dans ce tableau proviennent de la balance des paiements, optique BCEAO.

Annexe 24 : Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et la balance des paiements
(En millions de FCFA)

Poste	2014	2015
AVOIRS		
Statistiques monétaires (données FISEC)	972 980	1 285 788
Effets en recouvrement et à l'encaissement	-10 757	-6 902
Total avoirs en balance des paiements	962 223	1 278 886
ENGAGEMENTS		
Statistiques monétaires (données FISEC)	595 846	633 874
Comptes exigibles après encaissement	-13 641	-58 240
Total engagements en balance des paiements	582 205	575 634
AVOIRS EXTERIEURS NETS	405 933	623 573
VARIATION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS	-132 916	283 570

Source : BCEAO

Annexe 25 : Variation de la position extérieure globale nette

(En millions de FCFA)

	Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période	Flux nets
A	Stock d'actifs financiers	6 730 408	2 384	8 623 401	1 890 609
1	Investissements directs	644 551	0	652 890	8 339
2	Investissements de portefeuille	1 705 076	9	2 087 930	382 845
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	4 239 987	0	5 725 504	1 485 518
4.1	Autres titres de participation	0	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	208 013	0	209 827	1 814
4.3	Prêts	169 878	0	119 082	-50 796
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	5 594	0	6 873	1 279
4.5	Crédits commerciaux	1 695 491	0	2 613 154	917 664
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	2 161 011	0	2 776 568	615 557
5	Avoirs de réserves	140 794	2 375	157 077	13 907
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	37 675	1 934	30 950	-8 659
5.3	Position de réserve au FMI	8 548	442	7 072	-1 919
5.4	Autres avoirs de réserve	94 570	0	119 055	24 485
B	Stocks de passifs financiers	8 557 550	10 650	10 828 503	2 260 303
1	Investissements directs	1 291 707	0	1 427 207	135 500
2	Investissements de portefeuille	1 637 268	0	1 783 537	146 269
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	5 628 575	10 650	7 617 759	1 978 534
4.1	Autres titres de participation	0	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	174 068	0	95 102	-78 965
4.3	Prêts	2 164 777	7 647	2 315 386	142 963
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	2 582	0	2 583	1
4.5	Crédits commerciaux	1 265 784	0	2 705 726	1 439 942
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	1 976 290	0	2 450 883	474 593
4.7	Droits de tirage spéciaux	45 075	3 004	48 079	0
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-1 827 142	-8 266	-2 205 103	-369 694

Source : BCEAO

Annexe 26 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2015
(En millions de FCFA)

	Postes	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	157 077	1 121 809	197	7 344 318	283 170	7 061 148	8 623 401
1	Investissements directs				652 890		652 890	652 890
2	Investissements de portefeuille		870 029		1 217 901	276 185	941 716	2 087 930
3	Dérivés financiers				0	0	0	0
4	Autres investissements		251 780	197	5 473 527	6 985	5 466 542	5 725 504
5	Avoirs de réserves	157 077			n.a.	n.a.	n.a.	157 077
5.1	Or monétaire				n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	30 950			n.a.	n.a.	n.a.	30 950
5.3	Position de réserve au FMI	7 072			n.a.	n.a.	n.a.	7 072
5.4	Autres avoirs de réserve	119 055			n.a.	n.a.	n.a.	119 055
	Stocks de passifs financiers	301 353	234 919	1 500 897	8 791 334	541 631	8 249 703	10 828 503
1	Investissements directs				1 427 207		1 427 207	1 427 207
2	Investissements de portefeuille		81 612	168 913	1 533 012	531 726	1 001 286	1 783 537
3	Dérivés financiers		0		0	0	0	0
4	Autres investissements	301 353	153 307	1 331 984	5 831 115	9 905	5 821 210	7 617 759
	Position extérieure globale nette	-144 277	886 890	-1 500 700	-1 447 016	-258 461	-1 188 555	-2 205 103

n.a. (non applicable) : aucune donnée dans cette cellule.

Source : BCEAO

Annexe 27 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2015
(En millions de FCFA)

	Postes	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	3 151 260	2 379 953	3 092 188	8 623 401
1	Investissements directs	319 093	213 408	120 389	652 890
2	Investissements de portefeuille	1 376 648	413 442	297 840	2 087 930
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	1 885 681	1 753 103	2 086 720	5 725 504
5	Avoirs de réserves	-430 163	0	587 239	157 077
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	30 950	30 950
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	7 072	7 072
5.4	Autres avoirs de réserve	-455 003	0	574 058	119 055
	Stocks de passifs financiers	2 840 895	3 191 226	4 796 382	10 828 503
1	Investissements directs	292 222	384 323	750 662	1 427 207
2	Investissements de portefeuille	909 816	348 797	524 924	1 783 537
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	1 638 857	2 458 105	3 520 796	7 617 759
	Position extérieure globale nette	310 365	-811 273	-1 704 194	-2 205 103

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int